

N° 808 — 4 F
DU 21 DEC. 78 AU 11 JANV. 79

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Sidérurgie :
Noël noir

**NUCLEAIRE :
Greenpeace
contre
cargo-poubelle**



flash

LA GRANDE PANNE

Depuis quelques jours, les responsables d'E.D.F. savaient que le réseau français était à la merci d'un incident technique. Lequel, quand la consommation rejoint le maximum de la production, peut provoquer un « décrochage » en chaîne des sous-réseaux d'alimentation. Crainte officieuse, bien sûr, puisqu'officiellement on sait depuis longtemps de la bouche de nos technocrates satisfaits « que Paris et la France sont à l'abri d'une panne géante comme celle qui a affecté New York il y a quelques années en raison des systèmes automatiques de protection mis en place ». Pas de chance : sur une ligne en provenance d'Allemagne brusquement mise en surtension, les fameux systèmes de protection n'ont pas joué et la majeure partie du réseau a sauté.

De toute façon, dès neuf heures, alors que la cause de la panne survenue à 8 h 28 n'était pas connue, consigne avait été donnée aux responsables d'E.D.F. et aux directeurs régionaux d'insister sur le point suivant : « Si nous n'avons pas pris tant de retard dans le programme nucléaire cela ne serait pas arrivé et si vous voulez vous mettre à l'abri de nouvelles surprises, il va falloir mettre les bouchées nucléaires doubles ». D'autant plus facile à répéter aux Français que cette campagne a commencé il y a quelques jours : deux heures avant la panne, **Europe N° 1** expliquait que le recours au nucléaire, vue la pénurie d'énergie menaçante en France, devenait urgent.

Les centrales nucléaires, dont on nous vante tant les avan-

tages n'auront pas été remises en route avant jeudi ou vendredi, voire samedi : tout simplement parce qu'elles ont été, beaucoup plus que les centrales thermiques, victimes d'une surchauffe. Il a fallu les laisser refroidir.

Et pendant ce temps, ne perdant pas l'occasion de dire des conneries, la C.G.T. s'indigne et réclame une augmentation de la production d'énergie et le renforcement des investissements d'E.D.F. en matière de centrales nucléaires. Ce serait tellement trop simple de faire de réelles économies d'énergie.

C.-M. V. ■

LELIO BASSO EST MORT

Lelio Basso es mort à Rome le 16 décembre, huit jours avant ses 75 ans. Avec lui disparaît une figure de premier plan du socialisme européen. Grand militant anti-fasciste, dirigeant du P.S.I. jusqu'en 1963, fondateur du P.S.I.U.P. et du P.D.U.P. en 1969, il lance l'Institut pour l'étude de la société contemporaine. Il dirigeait la revue théorique **Problèmes du socialisme**. Il fut aussi un grand animateur du Tribunal Russell sur les crimes américains au Vietnam, sur la répression en Amérique latine et en R.F.A. Il est co-fondateur avec Claude Bourdet de la Ligue pour les Droits des Peuples. Il a également animé la **Revue Internationale du Socialisme** qui, de 1964 à 1969, fut à l'avant-garde du débat théorique et politique.

Pour qui a connu cet homme très chaleureux, d'une grande fermeté théorique, alliée à une extraordinaire capacité d'analyse concrète d'une situation politique donnée ; pour qui a suivi son itinéraire de fidélité absolue, contre tout compromis (en particulier avec la D.C.), au

marxisme vivant, non dogmatique, Lelio restera un exemple d'une vie consacrée au socialisme libérateur.

Bernard RAVENEL ■

LE PETIT CHAPERON BOUGE

Le centre de production Videodeba vient de sortir une nouvelle bande vidéo, réalisée au moyen d'interviews, de discussions, de scènes de fiction. Son titre : « **Le petit chaperon bouge** ».

Des femmes témoignent et réfléchissent sur les violences dont elles sont victimes :

— Heidi, une jeune Allemande enlevée à son domicile par la police et retrouvée dans un hôpital, gravement brûlée, parle de sa volonté de guérir et de la plainte qu'elle a déposée contre X à la suite des tortures qui lui ont été infligées.

— Monette, professeur d'éducation physique, met en évidence la violence qui imprègne le comportement des jeunes garçons jouant au foot-ball et tente de comparer les attitudes corporelles respectives des garçons et des filles : « **Les garçons, tout dehors ! Les filles, tout dedans !** ».

— Delphine, une petite fille, décrit les rapports ludiques et agressifs entre garçons et filles, dans son école.

Des femmes parlent de la violence masculine à laquelle elles sont perpétuellement confrontées : de la simple remarque dans la rue, jusqu'au viol, en passant par les pelotages dans le métro et la soumission au désir de l'homme dans le couple, elles en viennent à parler de leur propre sexualité, et aussi de la difficulté d'avoir des rapports physiques (toucher, sentir...) ne se réduisant pas à la pénétration. Ces femmes

voudraient ne plus avoir à se justifier (« **J'ai sommeil** », « **Je suis fatiguée** »), ne plus avoir à simuler le plaisir. Dans ces discussions, apparaît à la fois le désir de certaines femmes d'extérioriser leur propre violence et l'angoisse qu'elles ressentent à l'utiliser contre leurs agresseurs.

Production : **Videodeba**, 6, allée Georges-Braque, 94260 Fresnes, tél. 237.82.67.

Diffusion : **Mon œil**, 20, rue d'Alembert, 75014 Paris, tél. 331.69.00 - 327.69.00 (à partir de 1979).

COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE : EN REFLEXION

La Commission nationale Entreprise du P.S.U. s'est réunie le 9 décembre dernier. Après avoir fait un bilan de l'activité du secteur, elle a décidé de poursuivre les campagnes du parti sur l'emploi, les augmentations uniformes et la division du travail, et de les intensifier en particulier en direction des jeunes. La C.N.E. a également débattu des nombreuses conséquences de la généralisation de l'informatique sur l'organisation du travail, les classifications et l'emploi. Une réflexion commencée par des militants de la région parisienne sur ce sujet pourra servir à tout le parti.

Enfin, un débat sur les enjeux du prochain congrès a permis de dégager la nécessité de répondre aux questions suivantes : quelles couches sociales visons-nous ? Quels objectifs et comment unifier les luttes et grèves actuelles ? Quelles formes de lutte pour imposer la réduction du temps de travail ? Quel modèle de développement non productiviste, permettant d'autres rapports dans le travail et dans la vie quotidienne. ■

LIEUX DE VIE

Le réseau alternatif **Lieux de vie** a tenu le jeudi 14 décembre une conférence de presse, dans les locaux de **S.O.S. Enfants**, à l'occasion de la sortie du livre qu'il vient de publier : **La peste gagne le grand Psy** (50 F). Sur l'expérience du réseau, sur le sens de son action, Claude Sigala, un responsable, s'est expliqué :

« Qu'est-ce qu'un **lieu de vie** ? Un espoir sur une immense désolation, des mots d'amour — eh oui — pour dire que c'est possible, qu'il faut se lancer. Un moment, nous nous sommes appelés **Alternatives à la psychiatrie**, nous réalisons aujourd'hui que nos tentatives sont plus largement alternative à « l'institution ». Les gens que nous accueillons viennent de l'hôpital psychiatrique, de la prison, ou d'une famille écrasante. Là, ils sont soignés (?) et d'abord étiquetés (c'est la première des violences) : débile profond, schizophrène, psychotique, une boîte pour chaque rôle attendu d'eux, une image qu'on leur demande implicitement de renvoyer pour rassurer ; c'est par eux que l'« institution » tourne et dure. Si elle prétend les servir, ils le lui rendent bien. »

« Dans les **lieux de vie**, les mêmes personnes sont vivantes avec leur réalité à eux, et là, il ne s'agit pas forcément de les éduquer, mais plutôt de vivre ensemble quotidiennement avec pour chacun son poids de souffrances, de questions et de joies. Ici, adultes et enfants sont ensemble par choix volontaire. Alors, loin de l'« institution mortifère », quelque part ça

se modifie en chœur : dans l'enfant accueilli mais, aussi, dans l'adulte impliqué complètement dans ce qu'il vit, loin du fallacieux « on vit ensemble » institutionnel, 8 heures par jour et 40 heures par semaine. Il ne s'agit pas de vivre pour l'enfant, c'est-à-dire finalement par lui, mais de vivre avec l'enfant. Pas obligatoirement des éducateurs diplômés, et les choses avancent... »

« Ce n'est pas la publicité qui nous passionne. Mais nos tentatives n'ont d'intérêt que si elles ont une prétention politique : la loi c'est la loi, maintenant qu'on la connaît on fait avec ou on fait sans ; il ne peut pas être question pour nous de faire du bénévolat : alors on règle le problème financier par l'argent des parents quand ils en ont par celui de « l'institution » quand elle en donne, et toujours par une économie parallèle qui nous fait faire de drôles d'économies. »

« Voilà. Si vous n'êtes pas convaincu, faites des études et soyez au minimum psychiatres parce qu'éducateurs ou infirmiers, il paraît que ça ne paye pas... »

● Un **lieu de vie** parmi d'autres : **Le Coral**, Claude Sigala, 30470 Aimargues (66) 88-00-12.

● Une **adresse** pour avancer dans les problèmes parents-enfants : **S.O.S. Enfants**, 7, rue Edouard-Jacques, 75015 Paris. Tél. 322-35-35.

Philippe KEDESOS ■

L'EST ET L'OUEST

J'ai envie de vous écrire depuis un bon bout de temps [...]. Tout d'abord, il me semble que « T.S. » doit rechercher plus son équilibre financier du côté de la « pub ». Il n'est pas possible, il n'est pas juste que ces oient toujours les militants qu'on vient solliciter pour combler le déficit périodique de notre journal. Nous payons déjà assez cher, je pense, la vie de tous les jours et nos différentes cotisations. L'argent, il faut le chercher plus là où on peut le trouver; il faudrait donc beaucoup plus de pub sélective dans « T.S. », équilibrée, diversifiée, qui sorte de nos annonceurs habituels.

[...] D'autre part, on l'a souvent dit et redit, il faudrait un « T.S. » plus vendable. Les ventes sur le marché ne donne pas grand-chose; il faut qu'il soit « démocratisé » dans son style et sa rédaction.

[...] J'ai bondi en lisant que nous allions « participer à la campagne de boycott des Jeux olympiques de 1980 à Moscou ». Là je ne suis absolument pas d'accord. Est-ce que nous allons encore nous marginaliser nous-mêmes vis-à-vis des gens qui vont regarder les J.O.? Est-ce que nous devons donner dans cette mode occidentale qui met sur le même plan les régimes bureaucratiques de l'Est et les systèmes fascistes de l'Ouest? Est-ce qu'actuellement, au niveau international, les luttes de libération (Erythrée mise à part, et encore...) et les pays progressistes n'ont pas comme seul appui l'U.R.S.S. (la Chine ayant définitivement choisi le camp réactionnaire)? J'étais pour

une information sur le fascisme en Argentine; je suis contre le boycott des jeux à Moscou. De qui faisons-nous le jeu?

Thierry de la ROCHELAMBERT, Ottmarshheim ■

BEN, POURQUOI PAS ?

Je partage, dans les grandes lignes, l'analyse et les propositions de C.-M. Vadrot. Un « T.S. » qui ne serait pas simplement le porte-parole du P.S.U., qui ouvrirait ses colonnes à tous ceux qui veulent vivre, produire et travailler autrement, est-il possible?

Pour moi, il est en tous cas souhaitable. Si « T.S. » ne se vend pas, je ne crois pas que cela soit dû uniquement à des considérations techniques, telles que le format, le nombre de pages et la difficulté financière d'en assurer la diffusion. La raison essentielle me semble plutôt liée au manque d'attrait de son contenu.

Ce bulletin reflète essentiellement l'image du P.S.U., ses analyses, ses propositions, ses positions. S'il est logique que, dans un tel organe, le P.S.U. exprime sa spécificité, il est regrettable de restreindre son rôle à cela seulement.

Si tous ceux qui souhaitent vivre autrement disposaient d'un canard favorisant le dialogue, la compréhension et les échanges « T.S. » pourrait alors prétendre occuper une place qu'il n'est pas en mesure d'assumer aujourd'hui. Et si qu'on ferait un journal? Ben, pourquoi pas? Salut à toute l'équipe.

Francis BERG, Cagnes-sur-Mer ■

BASSE POLEMIQUE ?

L'article « S.O.-S.O.S. », paru dans le « T.S. » n° 806 nous paraît incorrect et nous tenons à faire une mise au point.

Dans les réunions préparatoires, auxquelles nous n'avons jamais vu l'auteur de l'article, il était convenu que le service de protection du P.S. et celui du P.S.U. prendraient la tête de la manifestation, celui de la L.C.R. et de l'O.C.T. les latéraux, du fait de la désorganisation provoquée par l'arrivée des paysans à un lieu non prévu, le P.S. a pu apparaître comme étant en tête. A la suite de tirs de grenades très concentrés sur l'avant du cortège, les services de protection présents (P.S.U., P.S., L.C.R.) ont éclaté. Les premiers à se ressaisir ont été ceux de la L.C.R. qui ont de leur autorité pris la tête casqués et avec « drapeaux ». Le P.S.U., soucieux de respecter les accords notamment sur l'apparition non violente de la manifestation, a repris la tête et organisé une première ligne composée de militants des comités Larzac, du P.S. et du P.S.U. et ce jusqu'à la fin de la manifestation.

Il aurait peut-être été plus constructif que cette basse polémique de s'interroger sur le « fait autonome », son incidence sur de telles manifestations et comment le P.S.U. espère résoudre ce problème.

L'auteur du pamphlet s'est-il posé la question de savoir si les vapeurs de chlore et de lacrymogène suffisent à nourrir les « fiers-à-bras » du P.S.

Collectif service de protection, Paris ■

humeur

Noël... petits cadeaux personnalisés

DES livrets militaires neufs et vierges pour les camarades du B.N. (c'est comme ça qu'on dit?) auxquels j'ai fait de la peine, il y a quinze jours, en renvoyant prématurément leurs livrets militaires aux paysans du Larzac. Acte éminemment irresponsable qui les a contraint à rédiger un communiqué, auquel je n'ai rien compris.

Une trique à Mousel pour préparer le congrès dans des conditions satisfaisantes.

Un téléphone démolisseur de correspondants à Hercet pour qu'il ne se prenne plus les pieds dans ses explications aux journaux qui interprètent mal ses bonnes intentions et ses informations.

Une carte (gratuite) de la C.G.T. aux écolos de Cherbourg qui ont désormais bien mérité du socialisme aux couleurs de la France.

Une carte du P.S. à Alexandre Sanguinetti qui s'ennuie de son frère, l'amiral du Larzac.

Une carte du P.S.U. aux minoritaires des minoritaires du C.E.R.E.S. qui ne savent plus où aller foutre la merde. Après tout, on leur a bien donné Rocard...

Une offre de collaboration à Mitterrand: un gros rapport sur l'art et la manière de cultiver le Rocard, vu qu'on est les meilleurs spécialistes français de la chose.

Une boussole à Chevènement et Motchane qui finissent par perdre le Nord à force de naviguer entre l'Est et l'Ouest.

Les palmes académiques, de la part d'Alice Saunier-Séité, aux zozos de l'université de Vincennes qui paralysent toute une fac par une grève de la faim injustifiée, au moment où le gouverne-

ment a besoin d'une bonne pagaille pour en finir avec cette université (1).

Un tube d'Alka-Seltzer aux lecteurs qui réussissent à venir à bout de tous les textes indigestes offerts par T.S. depuis quelques semaines. Deux tubes à ceux qui les écrivent.

Un balancier à Edmond Maire qui traverse la morosité de l'époque avec une habileté de vieux routier de la piste.

Un bras d'honneur au confrère qui n'a pas eu peur de baptiser la bafouille de Chirac sur l'Europe « Appel de Cochon ». Une brosse à reluire à tous ceux qui utilisent cette expression largement marquée au coin de la connerie.

Une lampe de poche à tous les confrères qui, comme chaque année, commencent à nous expliquer que la tradition de Noël remonte en fait à la nuit des temps. Une échelle pour ceux qui préfèrent la plus haute antiquité.

Une deuxième plaque de verglas pour Chirac.

Un dictionnaire pour Raymond Barre, pour l'aider à trouver de nouveaux synonymes au mot demandeur d'emploi qu'il ne faut toujours pas confondre avec le chômeur. Puisque, dans la mythologie officielle, il est évident que le chômeur ne demande pas à travailler.

La promesse aux enfants qu'un jour ils ne verront et n'entendront plus Valéry, Jacques, Raymond et les autres...

Joyeuses Pâques.

C.-M. VADROT ■

(1) Je ne lis les lettres d'insultes que signées et avec un timbre pour la réponse.

**REPUBLIQUE FEDERALE
ALLEMANDE :
DEUXIEME SESSION
DU TRIBUNAL RUSSEL**

La seconde session du Tribunal Russell en R.F.A. se tiendra à Cologne du 3 au 9 janvier 1979. Les organisateurs et le jury savent bien qu'en de nombreux pays du monde les droits de l'homme sont moins respectés qu'en République Fédérale d'Allemagne. Ils ne veulent en aucune manière présenter la R.F.A. comme une exception en Europe, et sont conscients de la violation des droits de l'homme dans la toute proche République Démocratique Allemande.

Cependant, le caractère systématique de l'appareil répressif qui tend à s'installer en R.F.A. les a poussés à alerter l'opinion. C'est ainsi qu'en mars dernier, lors d'une première session qui s'était déroulée à Francfort, les jurés avaient répondu affir-

mativement à la question : est-il refusé aux citoyens de la R.F.A. d'exercer leur profession en raison de leurs opinions politiques ? L'écho qu'a eu la première session n'est sans doute pas étranger au large débat démocratique qui s'est instauré, depuis quelques mois en R.F.A., sur le problème des interdictions professionnelles.

Les délibérations de la seconde session s'articuleront autour de trois thèmes :

- Jusqu'où vont les abus de l'Office de protection de la Constitution, service de renseignements très perfectionné, qui, comme l'a montré une série de révélations récentes dans la presse, outrepassent clairement ses compétences ?

- Les droits humains et constitutionnels sont-ils mis en cause ou même niés dans le contexte des procédures pénales ?

- La censure est-elle exercée grâce à des dispositions prévues par le Code Civil ou Pénal ou bien à travers des mesures non légales ?

Le jury ne prendra en considération que des faits dûment prouvés et attestés. Il travaillera sur des rapports d'experts allemands et internationaux, qui feront l'objet de délibérations.

Nicoie GABRIEL
pour le Comité de Soutien
au Tribunal Russell

Pour tout contact : Philippe IVERNEL
7, rue Antoine-Vollon, 75012 Paris.

VIENT DE PARAÎTRE
Critique socialiste, n° 33

**« PROBLEMES DU TRAVAIL
ET MOUVEMENT DES FEMMES »**

**CRITIQUE
SOCIALISTE**

Revue théorique du PSU

**problèmes du travail
et mouvement
des femmes**

33

SYROS

AU SOMMAIRE :

Où en sommes-nous	5
Huguette Bouchardeau Division sexuelle et division sociale du travail	11
Suzanne Goueffic La place des femmes dans le monde du travail	35
Claude Michel Les évolutions syndicales	69
Margaret Maruani Salaire domestique ou droit au travail	97
Catherine Lapierre Les problèmes de l'avortement	109
Josette Boisgibaut, Huguette Bouchardeau Christiane Chamblain, Sophie Goupil, Perrine Simon Regard d'homme sur le mouvement des femmes	119
Bernard Laude Bibliographie	125
Dominique Lambert	

PRIX : 15 F

ABONNEMENT : 5 numéros, 75 F.

Chèques à l'ordre des Ed. Syros, 9, rue
Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28
Paris.

**PSU DOCUMENTATION
DISPONIBLES**

PSU DOCUMENTATION.... disponibles N°	TITRES	Prix
22/23	Sur le Mouvement Politique de masse	2,00 F
24/25	La police dans la lutte des classes	2,00 F
27/28	La crise du système monétaire capitaliste	2,00 F
49	Le recrutement	1,00 F
52/53/54	Quand les patrons	3,00 F
56/57	Sionisme et Libération	4,00 F
58 à 91	Une section P.S.U.	4,00 F
98/99	Le syndicalisme à l'école	4,00 F
106/107	Le P.S.U. (dossier d'accueil)	4,00 F
110	Comment battre la droite	2,00 F
111/112	Militer à l'Université	4,00 F
113/114/115	Les Chrétiens	6,00 F
116/117/118	Electronucléaire, le P.S.U. accuse	6,00 F
119	Parti Socialiste Social Démocratie... et Socialisme	2,00 F
120/121/122	Les couches sociales à la campagne	6,00 F
123/124	Une Fédération P.S.U. du Tarn-et-Garonne	4,00 F
125/126/127	Nationalisations et autogestion	6,00 F
128	La formation dans les fédés P.S.U.	4,00 F
129	La terre outil de travail ou marchandise	4,00 F
130	La France au hit-parade des inégalités	4,00 F
131	La forêt malade du profit	4,00 F
132	Le P.S.U. face à la crise de la gauche	4,00 F
133	Etre femme au P.S.U.	4,00 F
Vient de paraître :		
134	Les villes nouvelles en faillite	5,00 F
135	La crise, une analyse	5,00 F

Chèques à l'ordre des éditions Syros - 9, rue
Borromée, 75015 - C.C.P. 1970628 Paris.
Abonnement : 40 F - 10 numéros.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarchie

● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Desliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathe, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandre

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

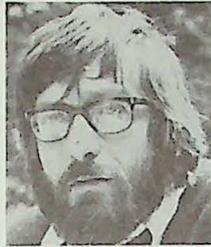
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

Graves dissonances

Par Jean-Marie DEMALDENT



Le gouvernement est sans aucun doute responsable du déficit de la Sécurité sociale. Sa politique de la santé encourage les profits réalisés dans l'appareil de production sanitaire; le freinage des salaires entraîne un manque à gagner considérable pour les différents régimes. Le chômage prive la Sécurité sociale de plus de 10 milliards de recettes. Néanmoins le gouvernement a décidé de faire payer le déficit aux travailleurs, alors même que les salariés financent déjà des charges qui

auraient dû l'être par d'autres catégories ou par le budget de l'Etat. Cette offensive de grande ampleur contre le pouvoir d'achat des travailleurs coïncide avec une nouvelle saignée dramatique dans la sidérurgie; saignée qui menace de désertification des régions entières (Lorraine et Valenciennes notamment). A quoi s'ajoute un projet de loi sur l'indemnisation du chômage défavorable aux travailleurs.

Après le 40^e congrès de la C.G.T., l'espoir de voir se dessiner à nouveau l'unité d'action syndicale avait grandi. Qu'en reste-t-il aujourd'hui? La C.G.T. a décidé d'organiser une journée nationale de grève le 21 décembre, contre la politique antisociale du pouvoir. La C.F.D.T. a refusé de se joindre à cette action, même si un nombre non négligeable de syndicats et d'unions C.F.D.T. ont décidé de participer à la journée du 21 décembre.

Le refus cégétiste était prévisible. La journée du 21 décembre proposée par la C.G.T. correspond exactement au type d'action avec lequel la C.F.D.T. entend rompre aujourd'hui: journée de protestation plus « politique » que syndicale, où tout est mélangé (chômage et Sécurité sociale); « grande messe... spectaculaire mais inefficace » qui risque d'être davantage un « éteignoir » ou un « exhutoire » que le point de départ d'une mobilisation réelle et d'actions continues; le tout à quelques jours des fêtes de Noël et sans préparation. La division avait commencé à se manifester avec le désaccord de fond entre les deux centrales en ce qui concerne la Sécurité sociale.

Comment garantir de façon juste et durable les prestations sociales? La C.G.T. refuse le dé plafonnement partiel des cotisations décidé par le gouvernement (il ne concerne que les salariés et il n'intervient pas en matière d'assurance-vieillesse). La C.F.D.T. tout comme le P.S.U., est favorable à un dé plafonnement progressif et général des cotisations. Derrière le problème des cotisations, c'est toute la question de l'unité qui est posée; la C.G.T. paraissant choisir une fois de plus l'union de tous les mécontents, une sorte de « front du refus » tout à fait différente de l'unité populaire que nous recherchons.

Les critiques d'Edmond Maire ne manquent pas de fondement. Mais on ne saurait aujourd'hui, face à l'offensive du patronat et du pouvoir, se contenter de critiques, même justes, des moyens d'action traditionnels. Où sont les contre propositions unitaires concrètes de la C.F.D.T.? Quelles sont les fameuses modalités d'action moins spectaculaires et plus efficaces? La C.F.D.T. n'a même pas réussi à convaincre une partie importante de ses propres troupes; dès lors, n'est-il pas probable que les cégétistes interpréteront son attitude comme un refus déguisé de se battre, un glissement inavoué vers la social-démocratie, un non à l'unité d'action?

La division d'aujourd'hui risque d'empêcher dans l'avenir le développement d'initiatives unitaires du type « Longwy, ville morte » ou l'occupation des « grands bureaux » d'Usinor à Trith. Elle risque d'écartier toute perspective d'action régionale unitaire dans le Valenciennois ou en Lorraine, à laquelle la C.F.D.T. est pourtant favorable.

La division d'aujourd'hui va probablement encourager le patronat et le gouvernement à accentuer leur offensive contre les travailleurs. Tout doit être tenté pour que l'espoir qui se dessinait au moment du congrès de la C.G.T. ne meure pas.

● Editorial

Journée du 21 décembre : grave dissonance par J.-M. Demaldent p. 5

● Où va la France ?

Nucléaire : Greenpeace contre cargo-poubelle par C.-M. Vadrot p. 6



12^e colloque du CERES : la coupure du courant par L. Goldberg p. 7

● Points de vue

Deux blocs sociaux en compétition, deux issues à la crise p. 8
L'autonomie, cela se mérite p. 8
« Quatre P.S.U. paumés recherchent autres P.S.U. paumés... » p. 9
Les moyens de l'utopie réaliste. p. 9
Le choix : archaïsme ou autogestion p. 10
Notre période : questions à nous-mêmes p. 10
A chacun son autogestion p. 11

● Social

Sécurité sociale : les vraies données par G. Granier p. 12
Sidérurgie : Noël noir par J.-Y. Sparfel p. 13



● Et pourtant elle tourne

Luttes : la dimension européenne par B. Ravenel p. 14

● Les armes de la critique

Gréco : trente ans de chanson par M. Martin p. 14
L'Amérique de l'intérieur par G. Marsauche p. 15

où va la France ?

Nucléaire :

Greenpeace contre cargo-poubelle

Les Etats-Unis laissent le sale boulot à la France, qui s'enfonce dans une politique nucléaire déjà dépassée... C'est cela que les écologistes du Greenpeace voulaient signifier en accompagnant le bateau chargé de déchets radioactifs en route vers la Hague.

De notre envoyé spécial

Malgré une tempête épouvantable, **Rainbow Warrior** (« Le combattant de l'arc-en-ciel »), le bateau des écologistes du groupe **Warrior**, le bateau des écologistes du groupe Greenpeace a fini par rejoindre Guernesey où nous avons attendu le passage du **Pacific Fisher**, le bateau anglais transportant vers La Hague les déchets radioactifs japonais. Pendant tout le début de cette semaine, les autorités françaises et anglaises ont âprement discuté : oui ou non ce bateau, premier d'une longue série, allait-il venir affronter les écolos au large de Cherbourg, puis dans le port de Cherbourg ? Les Anglais n'étaient pas chauds ; d'autant plus que les 22 hommes du **Pacific Fisher**, secoués par deux tempêtes avec un chargement plus que particulier, n'avaient pas envie de jouer les fiers-à-bras. Le gouvernement français, par contre, insistait pour que l'épreuve de force ait lieu. Pour le principe, car l'usine de La Hague a déjà 700 tonnes de retard dans son programme de retraitement (1). A tel point que le 29 novembre dernier l'usine a dû refuser d'honorer un contrat de retraitement passé avec l'Allemagne. Ce qui contraindra d'ailleurs la France à verser un dédommagement substantiel.

Quand les autres gouvernements hésitent, les autorités françaises foncent et cherchent

la bagarre. Deux preuves : elles étaient décidées à arraisonner illégalement le **Rainbow Warrior** ; et la Chambre de Commerce a eu le culot de faire pression contre un patron de caboteur affrété par la télévision britannique pour suivre la partie de cache-cache au large de Cherbourg. On a expliqué (au téléphone pour qu'il n'en reste pas de traces) au patron de **El Pirata** que s'il s'obstinait à travailler pour la B.B.C., il ne devrait plus compter recevoir des ordres d'affrètement du port de Cherbourg.

Le marchandage franco-anglais a été interrompu jeudi à 16 h 30 par le décès, à 35 ans, de l'ingénieur du **Pacific Fisher** chargé de surveiller les systèmes de refroidissement des conteneurs radioactifs. Mort d'un arrêt cardiaque. La presse anglaise, moins respectueuse que la presse française, s'est demandée si cet homme n'avait pas été victime de la tension nerveuse qui régnait à bord. Ambiance qui ne s'est pas améliorée après la disparition de cet homme, seul techniquement capable de remédier à une éventuelle panne des systèmes de refroidissement.

Ce décès a permis aux Anglais d'arrêter la discussion et d'envoyer le navire directement en Grande-Bretagne. Pour les passagers du **Rainbow Warrior** qui avaient lancé toutes leurs forces dans cette action exemplaire, la déception a été grande. Mais ils ont promis de recommencer, et de remettre

sur pied l'impressionnant dispositif qui leur permettait de suivre à la trace le bateau porteur de déchets.

Car ce bateau est important : Il représente la première dérogation (autorisée) au traité signé en 1977 par les Etats-Unis et les Japonais, traité qui interdit à ces derniers de faire retraiter à l'étranger des déchets de l'uranium fournis par l'intermédiaire des U.S.A. En laissant la France prendre cette « merde » en charge, le Président Carter évite de faire fonctionner une ou plusieurs usines de retraitement dangereuses sur son territoire et il laisse hypocritement le Japon se fournir en plutonium. Car s'il est entendu dans le contrat que la France garde les déchets du retraitement, il est non moins entendu qu'elle retourne le plutonium au Japon. Pour la bombe par exemple. Un bon moyen pour le Président des Etats-Unis, de garder les mains propres vis-à-vis de son opinion publique.

Et pendant que nous nous enfoncez dans une technique nucléaire aussi dangereuse et totalitaire que dépassée économiquement parlant, les Etats-Unis mettent les bouchées doubles pour préparer une autre ère énergétique. Ce n'est quand même pas un hasard s'il n'y a pas de surrégénérateur et d'usines de retraitement aux U.S.A. et si on n'y a pas passé une seule commande de réacteur nucléaire depuis près de trois ans. Carter n'est pas écologiste comme le disent certains naïfs : il est réaliste et soucieux de maintenir l'avance technologique, scientifique et économique des Etats-Unis.

Les Etats-Unis, dans ces conditions, ne voient aucun inconvénient à ce que la France se charge du « sale boulot » surtout quand cela permet aux uns et aux autres de rester sous leur dépendance directe ou indirecte.

C'est tout cela que les écologistes de Greenpeace voulaient « dire » en allant accompagner le **Pacific Fisher** pendant ses dernières heures de traversée. Une action de témoignage et de non-violence. Ce n'est pas toujours facile mais cela exige un engagement presque total. Y compris quand il faut se bagarrer avec la mer que l'on veut sauver.

C.-M. VADROT ■

(1) Le rythme est d'une soixantaine de tonnes par an dans l'état actuel de l'usine.

Le sens de la marche

Quand il fut évident à bord du **Rainbow Warrior** que l'interception du **Pacific Fisher** était remise à une date ultérieure, les militants de Greenpeace proposèrent aux manifestants de Cherbourg de se présenter dans le port samedi à 15 heures, en suggérant que la manifestation commence donc dans ce port par cette rencontre symbolique entre un groupe international attaché à la défense de la mer, à une lutte contre son utilisation industrielle, stratégique et politique et les manifestants de Cherbourg. Les pêcheurs, suggéraient encore Greenpeace, pourraient nous escorter dès l'entrée dans les eaux territoriales et nous ferons ainsi la jonction avec la lutte des habitants contre un pouvoir qui se moque de leur sécurité et veut faire de leur région une poubelle nucléaire.

L'occasion était belle d'élargir l'action des Cherbourgeois. La proposition fut transmise par mon intermédiaire et celle d'Yves Lenoir (des Amis de la Terre), présent sur le bateau. Elle fut bien accueillie au P.S.U. et aux Amis de la Terre, elle fut comprise par des militants de la C.F.D.T. Quant aux écologistes, après un premier accueil évasif, ils expliquèrent carrément, le lendemain matin (vendredi), qu'il était impossible de changer le

parcours de la manifestation et que, vu les difficultés rencontrées pour mettre d'accord 17 ou 18 organisations, il n'était en vérité pas question de remettre en cause le sens de la marche, même si elle n'avait plus d'objet, le bateau n'ayant pas débarqué ses déchets.

Abasourdis par ces hésitations et cette résistance à l'élargissement, les passagers du **Rainbow Warrior** annulèrent leur voyage, alors que de nombreuses équipes de télé et plusieurs journalistes s'apprétaient à couvrir cet événement.

Le résultat n'est que trop connu : 1 500 manifestants protestant contre les déchets étrangers. A pleurer. Les écologistes, qui se gaussaient encore il y a un an des défilés République-Bastille, ont réussi à faire pire dans l'inutile et le médiocre. Pas étonnant que la manifestation ait été boudée.

Les écologistes ont longtemps eu le courage de ne pas mettre d'eau dans leur vin et d'avoir de l'imagination. Seraient-ils en train de devenir un petit syndicat de mécontents défendant leurs simples intérêts catégoriels et locaux ?

C.-M. V. ■



La manifestation de Cherbourg :
contre les déchets « étrangers »...

un équipage international

Le Rainbow Warrior, le bateau de Greenpeace, est un ancien chalutier de recherche d'une cinquantaine de mètres de long doté de quatre moteurs développant une puissance globale de 800 chevaux. Son équipage, sous la direction d'un capitaine anglais, est international et composé de militants possédant ou ayant acquis la compétence nécessaire pour la manœuvre d'un tel navire, équipé d'un radar et du matériel de navigation le plus récent. Il existe des groupes Greenpeace en Grande-Bretagne, en Hollande et en France. Greenpeace s'est rendu célèbre par son opposition aux essais nucléaires dans le Pacifique (campagne au cours de laquelle un de ses responsables, David Mac Taggard, fut grièvement blessé par un commando de la marine française qui avait pris d'assaut son voilier en pleine mer), par son action pour la sauvegarde des baleines (1) et des phoques gris, par sa campagne contre les déversements de déchets radioactifs dans l'Atlantique. Le groupe Greenpeace finance ses campagnes principalement en vendant des photos, des films et des reportages sur ses actions. ■

(1). Adresse française : 47, rue Eugène-Oudinet, 75013 Paris. Greenpeace a fait récemment éditer un disque « Le chant des baleines » (Capitols Records) et un livre « A l'écoute des baleines », aux éditions Dernier Terrain Vague.

12^e colloque du CERES : la coupure du courant

Rupture entre les minoritaires du CERES, qui se veulent les véritables héritiers d'Epinais, et les "chefs historiques" du courant, alignés sur la politique du PCF.

Le 12^e colloque du CERES s'est conclu comme on pouvait s'y attendre par une rupture entre les « chefs historiques » et la minorité groupée autour de Christian Pierret et de Jacques Guyard. Mais la bataille politique pour la conquête des militants est loin d'être terminée. En effet le courant « centriste », qui s'était constitué sur des bases sentimentales et unanimes sort très ébranlé de ce colloque. Ses timides revendications de démocratie interne et de contrôle des dirigeants se sont heurtées à une fin de non recevoir ; sur le fond, il n'a obtenu aucune concession sérieuse, de sorte que l'un de ses animateurs, Marc Wolf, a annoncé son départ du CERES.

Quant aux minoritaires, ils entendent défendre leur propre ligne politique lors du prochain congrès du P.S., en refusant par avance de se raccrocher à une autre motion. Face à l'alignement de plus en plus systématique des « chefs historiques » sur la politique actuelle du P.C.F., les minoritaires entendent se présenter comme les véritables héritiers du CERES d'Epinais, à la fois unitaires et autogestionnaires. Mais au-delà des références historiques, c'est une logique de confronta-

tion politique qui est à l'œuvre. Conduira-t-elle à l'émergence d'une gauche nouvelle dans le P.S., plus soucieuse de mettre en œuvre une pratique de masse que de conquérir des positions institutionnelles ?

L'« Appel » lancé par les minoritaires en direction des militants du CERES amorce une évolution dans cette direction, encore timide certes, mais qui peut être prometteuse. Ainsi la fameuse « rupture » — tarte à la crème des colloques du CERES —, leur paraît à juste titre devoir s'enraciner dans les luttes sociales, au moins autant que dans les processus électoraux, encore que ces derniers soient l'objet de préoccupations souvent privilégiées. S'ils entendent mettre l'accent sur l'autogestion comme perspective centrale autour de laquelle s'organisent leurs propositions, les minoritaires du CERES s'opposent surtout à la ligne méridionaliste et autarcique des « chefs historiques » qui lorgnent d'une façon inquiétante vers la « bourgeoisie nationale ».

Sur ces points, comme sur la question du mode de fonctionnement et des méthodes autoritaires qui prévalent dans les « courants » et à la direction du P.S., les minori-

itaires du CERES espèrent recueillir un écho large, qui déborde les lignes de clivage existant dans le Parti socialiste.

Il semble effectivement que l'on assiste à une dislocation des courants traditionnels à l'intérieur de ce parti.

La ligne de fracture principale semble, chaque jour davantage, passer à l'intérieur même de l'ancienne majorité. Les proches de François Mitterrand, pour préserver leurs positions hégémoniques dans l'appareil central du parti et dans les fédérations, s'orientent vers une alliance avec les « chefs historiques » du CERES, ce qui les conduit à approfondir le processus de rupture politique avec leurs anciens alliés.

Mais sur quelles bases politiques ? Derrière les discours « de gauche » et « marxistes » des ex-conventionnels se profile une « ligne unitaire » qui conduit pour l'essentiel... à ne rien changer dans la politique du P.S. L'idée principale qui préside à cette orientation consiste à estimer qu'en maintenant un discours unitaire et en collant aux thèmes revendicatifs des communistes, le P.S. peut espérer poursuivre sa progression électorale au détriment du P.C. Ce dernier, pour stopper l'hémorragie, serait contraint à « revenir à l'unité » sur des bases avantageuses pour le P.S.

Cette conception purement électorale de la lutte politique peut très bien conduire à une pratique social-démocrate des plus classiques. Cela s'est déjà vu.

Ceux qui s'opposent à cette orientation à un titre ou à un autre vont-ils être contraints de « gauchir » leurs propositions pour éviter d'être « marqués à droite » ?

Un tel processus, joint à la confusion actuelle, risque d'obscurcir encore davantage les enjeux réels des débats ouverts à la suite de la défaite de mars 1978.

Léo GOLDBERG ■

Deux blocs sociaux en compétition, deux issues à la crise

Au bloc de la bourgeoisie et de la technocratie "modernistes", il importe d'opposer celui de la classe ouvrière et des classes moyennes salariées.

La compétition Mitterrand-Rocard dépasse les limites d'un conflit d'appareil. Elle concerne les perspectives stratégiques du P.S. ; les conditions dans lesquelles pourrait être renouée l'alliance avec le P.C. Mitterrand s'arrête là, il ne propose aucune stratégie de rechange. Il croit que le P.C. sera obligé d'y revenir. Rocard, sans le dire explicitement, envisage l'action du P.S. au plan gouvernemental, même sans l'alliance avec les communistes.

Le problème n'étant pas urgent, on peut se payer un texte d'unanimité. Si l'alliance se renouait, ce qui ne s'annonce pas dans l'immédiat, elle impliquerait, étant donné le recul du P.C. et l'avance du P.S., l'acceptation par le P.C. de la prépondérance du P.S. Si elle n'avait pas lieu, elle aboutirait à un gouvernement à direction socialiste, s'appuyant, selon les circonstances, sur le centre ou sur le P.C. et aboutissant à la social-démocratisation définitive du P.S. Tout cela à plus long terme. Dans l'immédiat, tant que se poursuit la politique de Barre, le P.S. ne peut pas renoncer à la stratégie de l'union de gauche.

La perspective d'une politique autonome est plus perceptible chez Rocard que chez Mitterrand. Rocard préconise des mesures qui permettraient d'aménager le régime existant. Il maintiendrait la rationalité capitaliste, en favorisant les industries de pointe, compétitives sur le marché mondial, des salaires suffisants dans ce secteur et la stabilité de l'emploi ; des salaires sensiblement plus bas, avec le risque de chômage dans les secteurs complémentaires (entretien, sous-traitance) permettant aux industries de pointe, grâce au transfert massif de la plus-value, de réaliser des profits différentiels importants.

Telles paraissent les intentions à plus long terme de ceux qui, en absence d'une perspective révolutionnaire, envisagent la collaboration avec la bourgeoisie « moderniste » et l'intégration de l'économie française dans le marché ouest-européen et mondial. Car la mission de Barre est de déblayer le terrain en mettant à la casse des secteurs entiers de l'économie, et au chômage des centaines de milliers de travailleurs, plutôt que de procéder à sa reconstruction.

Deux projets qui se répètent

Le dessein de Giscard est de rompre avec les intransigeants du R.P.R. représentant les secteurs attardés et menacés de l'économie, et de compenser cette rupture par une extension de la majorité, située désormais au centre-gauche, au P.S. social-démocratisé. Au congrès radical, le sous-ministre Prouteau, porte-parole de Giscard, a proposé au P.S. une alliance avec la démocratie libérale (U.D.F.), alors que J.J.S.S. a prôné l'adoption directe du modèle social-démocrate allemand.

Deux variantes de la politique d'après-Barre, visant à former, sous l'égide de la grande bourgeoisie « moderniste », un bloc social avec les classes moyennes salariées et les travailleurs des industries de pointe, de la fonction publique et des entreprises nationalisées et rentabilisées. En neutralisant, grâce à leur intégration dans le système, une partie des travailleurs, les stratégies giscardiens comptent éviter des affrontements sociaux d'envergure, pouvant compromettre la pérennité du régime.

A ce projet giscardien répond un autre projet, émanant de ceux qui, dans le mouvement ouvrier, admettant la collaboration des classes, mais sous la direction des technocrates, issus des classes moyennes salariées. Cette variante tend à insérer la France dans une Europe occidentale social-démocrate. Ce qui n'empêche nullement Rocard de se réclamer de l'autogestion, qui pourrait se muer aisément en cogestion ou participation, et de proclamer sa volonté de « supprimer le salariat », sans que cela le gêne beaucoup dans la mise en œuvre éventuelle de son projet politique concret.

Ce projet vise à s'incarner dans une coalition très ouverte allant d'un large courant du P.S., de la majorité de la direction de la C.F.D.T., d'une minorité de la C.G.C., en englobant les partisans de « l'expérimentation sociale », dans la partie peu rentable de l'économie et des services publics, dans les limites tolérées par le régime.

Débloqué syndical

A ce projet, la réplique de Mitterrand, comme celle de Marchais, ne fait pas contrepoids. Il ne suffit pas d'ignorer les impératifs économiques pour les surmonter ; de prôner le programme commun, actualisé ou non, pour mobiliser les énergies défaillantes ; de clamer « unité », « unité », tout en s'affrontant, pour réaliser l'unité d'action, condition première de la riposte victorieuse des travailleurs, menacés de renvoi, à l'offensive de la bourgeoisie.

Heureusement, la situation semble se débloquer au plan syndical. Après le début d'ouverture effectuée par le congrès de la C.G.T. et la réponse de la C.F.D.T., un rapprochement s'esquisse entre les deux centrales, pouvant déboucher sur l'action commune, sous réserve d'accord sur ses objectifs et modalités.

Le P.S.U., favorable à l'unité d'action, à la fois à la base et au sommet, ne se contente pas des appels généraux et généraux. Il soutient les accords en vue de l'action immédiate. Il met en avant les mots d'ordre mobilisateurs, tels que les comités pour la défense de l'emploi ; généralisation et égalisation des indemnités de chômage ; interdiction des heures supplémentaires et le strict respect de la semaine de 40 heures, dans la perspective de celle de 35 heures ; la défense de la Sécurité sociale ; la création d'emplois dans les bâtiments et travaux

publics, communications, enseignement, santé, etc. Dans ces domaines, un large accord pourrait être conclu par les principales centrales syndicales et soutenu par les partis de gauche.

Ces initiatives du P.S.U. ne l'empêchent pas de tenir compte des impératifs économiques, y compris pendant la période de l'installation de la gauche au pouvoir, afin d'éviter une solution autarcique et autoritaire, allant à l'encontre du projet autogestionnaire. Le P.S.U. ne reproche pas à Rocard de mettre l'accent sur les contraintes économiques, mais d'admettre le maintien durable d'une alliance inter-classes, dont la majorité de travailleurs serait appelée à payer les frais.

Tout en partant des nécessités économiques, il est possible d'entamer le processus de rupture avec la logique capitaliste, en s'emparant des secteurs décisifs de l'économie et de l'Etat, en démocratisant leur gestion, pour assurer la maîtrise et le contrôle de la société par les représentants des travailleurs.

Surmonter la division des travailleurs

Il ne peut être question pour le P.S.U. ni de rallier le courant Rocard, ni, en le combattant exclusivement, d'apparaître comme un allié objectif de Mitterrand ou de Marchais. Son rôle est d'engager, sur les mesures permettant de surmonter la crise, un large débat, ouvert à toutes les composantes du mouvement ouvrier, et de trouver le plus grand dénominateur commun, permettant d'entreprendre des actions unifiées.

Au bloc social de la bourgeoisie et de la technocratie « modernistes », dans lequel la bourgeoisie, quels que soient les termes de cette alliance, détiendrait la réalité du pouvoir économique, il importe d'opposer le bloc social de la classe ouvrière tendant à y exercer son hégémonie, et des classes moyennes salariées, y compris les paysans travailleurs, menacées en majorité, comme les ouvriers eux-mêmes, de la déqualification, de la paupérisation, du chômage et de la misère...

Une formation de cet ordre pourrait trouver son expression sous la forme d'alliance des organisations de travailleurs en vue de la défense des revendications immédiates et de l'accession ultérieure au pouvoir.

Il revient au P.S.U., en dépit de sa faiblesse, de proposer aux nombreux travailleurs désorientés par les querelles d'appareils, de dépasser aussi bien l'isolationnisme néo-stalinien que l'euro-péanisme social-démocrate.

L'existence du courant autogestionnaire — quelles que soient ses formes — devrait permettre de surmonter la division actuelle des travailleurs, qui entrave leur action, de repousser l'offensive de la bourgeoisie et d'empêcher la consolidation de son pouvoir.

Victor FAY ■

L'autonomie, cela se mérite

A propos d'un article du Monde.

Depuis plus de quatre ans, nous écrivons que la lutte contre la bourgeoisie passe iné-

vitablement par un compromis de classe entre les **compétents** et les **exécutants**. La question essentielle était alors celle du rapport de force que ces derniers devaient réaliser grâce à la prise de conscience de l'antagonisme qui les oppose aux compétents, et de l'indispensable autonomie de leur combat.

Lorsque Michel Rocard quittait le P.S.U. à l'occasion de l'opération des **Assises**, nous avons cru que la voie s'ouvrait enfin qui nous permettait de faire du P.S.U. l'instrument de cette expression autonome des intérêts des **exécutants**. La cécité des majoritaires vis-à-vis de nos analyses, leur volonté de gérer dans l'unanimité, ont conduit le P.S.U. sur de tous autres chemins, à la poursuite de la charrette cahotante de l'union de la gauche. Lorsque le char s'est brisé, il découvrit aux poursuivants étonnés une route sans issue.

Dès le lendemain des élections, nous mettons en garde notre parti contre le danger **compétent** d'un courant des assises, libéré du carcan du Programme commun et nous appelions la majorité hébétée à comprendre que seule notre perspective, en accord avec l'action de la base, pourrait rallier à nous les **exécutants**.

Mais plusieurs mois de dissensions internes au Bureau national ont encore laissé toute latitude au courant des Assises et à son leader de se placer en première ligne dans le débat de la gauche. Dans cette situation détériorée, devant le risque de marginalisation du P.S.U., lors de notre rencontre de courant des 14 et 15 octobre, nous avons pris l'initiative de réclamer un grand débat

parmi les autogestionnaires, en excluant dans un premier temps les stasocrates et ne précisant que seul un ralliement à une ligne **exécutante** permettait de lui donner toute sa pleine signification.

Notre position a rencontré un large écho dans le parti, chacun s'en emparant à sa façon. Le silence de Michel Mousel à notre égard lors de sa dernière conférence de presse a fait croire aux journalistes que seule l'ancienne majorité du P.S.U. était concernée par un tel débat. Aussi, qu'à propos du Courrier du P.S.U. « **XI^e congrès** », le Monde lui-même interprète nos textes selon ses désirs, ne nous gêne guère. Le combat que nous menons depuis des années pour la caractérisation du P.S. comme parti des **compétents** et pour la transformation du P.S.U. en parti des **exécutants**, fait que les militants ne se tromperont pas. Ils nous jugeront sur notre ligne politique, telle que nous la définissons dans la brochure que nous avons éditée (n'oubliez pas de la consulter!), même si le Courrier du P.S.U. en donne une image brouillonne due à un découpage qui ne respecte pas les questions de la Conférence nationale.

Nous affirmons avec force une nouvelle fois que l'avenir du P.S.U. passe par l'approfondissement de la réalité à la lumière de nos analyses. C'est le seul moyen de ne pas parler en vain d'**autonomie**. C'est le seul moyen d'éviter les dérives P.C., P.S., voire a-politiques.

Courant communiste autogestionnaire ■

vatrice et leurs forces économiques mettront tout en œuvre (restructuration, démobilité, syndicats libres, démantèlement de l'école laïque) pour faire en 20 ans de la France un pays dit « moderne et industriel » bien intégré au capitalisme international.

Au-delà de toute « convergence », de tout « pôle de rassemblement » ou de « lieu de dialogue et de confrontation » qui restent peu mobilisateurs, un véritable **Parti socialiste autogestionnaire** peut créer une dynamique pour mettre en échec l'horizon 2000 que l'on veut nous offrir.

Michel MORZIERE
P.S.U.-Montreuil ■

Les moyens de l'Utopie réaliste

Aux camarades Berthinier, Gentes, et autres...

Votre contribution m'irrite. Pour deux raisons. D'abord, est-il souhaitable de lier l'opportune ouverture du P.S.U. aux syndicalistes, à la C.F.D.T., etc., et l'affaire Rocard? J'aurai tendance à dire: Rocard, on s'en fout, c'est un P.S.U. actif qui nous intéresse. Il y a d'autres moyens pour intéresser le public que Rocard veut capter. Il nous faudrait, par exemple, renforcer le P.S.U. au lieu de l'émietter dans un Front ou une Convergence dont on ne sait plus très bien si elle est écologique ou autogestionnaire, mais dont on devine qu'elle peut nous marginaliser... Il faudrait aussi éclaircir nos positions sur l'Etat autogéré (certainement différent de celui de Rocard), sur la transition, sur les moyens à mettre en œuvre pour qu'il y ait bien changement irréversible en direction du socialisme. Ce ne sont pas les nationalisations sans indemnisation ou une planification contractuelle à la Rocard qui peuvent servir à cette fin... Si nous prenions les moyens du P.S.U., ceux de l'**Utopie Réaliste**, au lieu d'aller chercher d'abord de l'autre côté...!

Une seconde raison d'irritation: « **ceux qui se situent dans la perspective autogestionnaire** », vous voulez les rallier à un débat avec le P.S.U. Et de citer les « **rocardiens** ». Permettez-moi de douter fortement de leurs perspectives autogestionnaires. Non, certes, dans leurs expérimentations sociales. Mais, au sommet, Rocard veille, sa « **rigueur économique** » ne laissera pas passer tout ce qui caractérise une réelle autogestion socialiste. En tout cas, pour nous, il devrait être clair que l'autogestion selon Rocard (qui entre si facilement dans le tournoi présidentieliste et qui n'a pas encore levé le petit doigt contre le sixième sous-marin nucléaire), et notre autogestion, ne sont pas de la même farine!

Ceci dit, reste le congrès de Saint-Etienne. Il ne servirait à rien si nous n'en sortions pas avec « **Cent réponses du P.S.U. aux questions des Français d'aujourd'hui** ». De grâce, qu'on ne refasse pas tous les points déjà acquis (stratégie de la bourgeoisie, l'unité populaire, etc.). Qu'on se limite, pédagogiquement, à ce qui oriente notre action pour les trois ans à venir, à ce qui nous ouvre à l'opinion. Et qu'on le fasse en des termes qui créent un événement et passent la rampe des media. J'ose espérer que sur ces derniers points, Berthinier et Gentes sont d'accord avec moi.

André LAUDOUE ■

"Quatre PSU paumés recherchent autres PSU paumés..."

Le congrès de Saint-Etienne pourrait être l'occasion de bâtir un véritable parti socialiste autogestionnaire.

« **Quatre P.S.U. paumés recherchent quatre ou cinq P.S.U. également paumés pour constituer une section digne de ce nom**... Telle est l'annonce qui pourrait être mise dans Libé reflétant l'état d'esprit de quelques copains et de moi-même.

Après mars 1978 et les dernières élections à Paris avec le même score que Mouna, c'est la déprime! Ras le bol des réunions (du parti, de l'A.P.E., de la M.J.C., etc.), et puis la compagne et les gosses eux aussi en ont assez du père aux réunions.

Après vingt années de militantisme (U.N.E.F., U.G.S. et le P.S.U.) j'aspire maintenant à un parti dans lequel je ne sois pas obligé de trop « bosser » sans avoir mauvaise conscience. Côté gauche je ne suis pas gâté: au P.C., mes copains qui me vantaient, il y a un an, le XXII^e congrès — le congrès du changement — prennent aujourd'hui la fuite. Au P.S., avec les flirts de Lille entre Mauroy et Willy, les durs du CERES et le brouillard rocardien ce n'est pas la joie. Alors, finalement, reste ce bon P.S.U., une dose d'écologie dans un fond d'autogestion, pas bureaucratique pour un sou, imaginaire et régionaliste.

Non et non! Cette fois-ci, je suis décidé à ne pas me faire plaisir, pas question à l'issue du prochain congrès d'en reprendre comme cela pour deux ans. Ce prochain congrès devra analyser sérieusement les raisons pour lesquelles malgré les actuels aspects « repoussoirs » et « démobilita-

teurs » du P.C. et du P.S., nous n'avons pas au P.S.U. un courant d'adhésions, pas d'implantation dans les lycées et l'Université, pas d'implantation dans les entreprises.

Le prochain congrès devra expliquer pourquoi, à l'extérieur du parti des milliers de sympathisants considèrent le P.S.U. comme un lieu de rencontre et de propositions et non comme un outil politique.

Le prochain congrès devra se pencher sur le fonctionnement interne du parti: des sections qui vivent sur elles-mêmes sans grand besoin d'un B.N. et un B.N. relativement isolé de sa base maintenant « en l'état », un outil politique qui pourrait avoir son rôle à jouer au cas où?...

Le prochain congrès ne pourrait-il pas être l'occasion de bâtir un véritable **parti socialiste autogestionnaire**? Un parti avec des statuts qui lui permettent une véritable pratique autogestionnaire. Un parti avec une ligne politique claire, au sein de la gauche sur laquelle pourrait se retrouver les militants et sympathisants P.C. et P.S. aujourd'hui désabusés.

Il est rare que l'on échappe dans les textes de congrès au paragraphe d'introduction: « **la crise profonde du capitalisme** »; une réflexion sur la crise du socialisme (pays de l'Est, Vietnam, Cambodge, Chine) devrait également être à l'ordre du jour du prochain congrès.

Avec la victoire de la droite en mars 1978, toutes les forces politiques, de la social-démocratie à la droite la plus conser-

Le choix : archaïsme ou autogestion

On ne peut pas changer la vie ni engendrer des rapports nouveaux en menant une "vie de dingue". Il faut aussi changer le militantisme.

L'une des plus importantes déclarations politiques de ces dernières années est, à mon avis, celle émanant d'un politicien, qui malgré toute la méfiance qu'il m'inspire, et malgré les doutes que j'émettrai quant à sa sincérité, mérite qu'on s'y arrête. En effet, il s'agit de Rocard, qui a parlé de l'archaïsme politique. Cela aurait dû être dit par les autogestionnaires. Seulement, il aurait fallu que les autogestionnaires existent, d'une façon efficace, sur le plan politique.

Il est regrettable que cette déclaration vienne de Rocard, mais ce n'est pas une surprise. En effet, alors que le mouvement autogestionnaire (qui n'est en fait qu'une mouvance inorganisée) bouillonne d'idées nouvelles, remet en cause les rapports existants, à tous les niveaux, il n'est pas capable (et pour cause) de traduire et d'imposer politiquement la troisième voie entre social-démocratie et bureaucratie.

Par contre, mis à part quelques individualités (Einstein, notamment), c'est du P.S. qu'émergent des idées nouvelles, car il a la force et l'impact suffisants, et donc, la capacité de récupération. Malheureusement, ces idées sont toujours dénaturées et vidées de leur contenu autogestionnaire d'origine, mais il n'en reste pas moins que l'on attribue souvent ces idées au P.S.

Il faut que cela change !

Pour cela, il faut — « leitmotiv » : rassembler les autogestionnaires !

Bourrage de crâne

Mais il est nécessaire de tenir compte des changements qui sont intervenus depuis quelques années, et aussi du fait que les partisans de l'autogestion ont, en principe, une mentalité, un état d'esprit, différent des anciens candidats à la prise de conscience politique. Il y en a qui n'ont pas de formation politique, et qui ne souhaitent pas en avoir, car ils l'assimilent à un bourrage de crâne, ce en quoi ils n'ont pas tort, et prouve en tout cas qu'ils voient l'autogestion véritablement comme un changement radical, par rapport aux modèles ou programmes socialistes ou communistes existants.

L'archaïsme existe ; les meetings, avec leurs tribunes réservées aux chefs, les « manifs-défilés » mortuaires, les distributions de tracts illisibles dont personne ne veut, les collages d'affiches, décollées dans l'heure suivante et que personne ne lit, les réunions ennuyeuses à souhait (enfumées qui plus est), les heures de sommeil définitivement perdues, les rapports politiques inhumains, les repas sautés, etc. Tout cela ne peut plus donner envie de faire de la politique, à moins d'en vivre, et encore ? Pire, cela ne peut pas engendrer des rapports nouveaux. On ne peut pas continuer à proposer de changer la vie des gens, leurs rapports, en leur offrant comme moyen d'y arriver, une vie de « dingues », où l'on se tue à petit feu, et où l'on perd le goût de se battre.

Mais si tout cela existe, ça n'est pas un hasard : c'est parce que tous les « politiques », tous les groupes, partis, organisations, revues, journaux, défendent avant tout leur propre existence. Tous, passent leur temps à faire vivre leur organisation, et à la défendre contre les autres qui sont concurrentes, de fait.

Combattre la classe politique

Tant que cela durera, il sera impossible de prévoir l'autogestion.

Il est nécessaire aujourd'hui, d'arrêter cette politique-là. Il faut détruire, sinon combattre la classe politique. Car là est l'archaïsme, synonyme de réaction, quelle que soit l'idéologie.

L'autogestion, c'est la prise en charge, par les gens, de leur vie, à tous les niveaux, y compris la politique. Laissons aux sclérosés, aux insatisfaits, aux tristes, les querelles politiciennes, et l'illusion qu'ils sont les meilleurs. Laissons-les aussi crever par leur militantisme débile, que l'on peut comparer au martyre des premiers chrétiens.

Nous, si nous voulons vraiment l'autogestion, il faut la vivre, dès aujourd'hui, y compris politiquement, mais il faut aussi vivre. Vivre ensemble, vivre autrement. On ne peut se battre pour une vie différente, sans hiérarchie, sans jalousie, sans magouilles, si l'on continue à s'y embourber, en pratiquant un militantisme où règne ces défauts, et qui ne peut que dégoûter les gens, déjà dégoûtés par les politiciens archaïques (P.C., P.S., trotskistes, maos, certains anars [F.A.], etc.).

Si nous voulons rassembler les autogestionnaires, il faut les attirer vers un mouvement qui naîtra d'avoir pu se changer lui-même et aura dépassé ses différences.

L'appel lancé par la revue *Tribune anarchiste communiste* et le « Front autogestionnaire » est une initiative dans ce sens qui doit servir à créer ce qui manque, en oubliant les anathèmes, les dénonciations, et en acceptant d'y travailler.

Roger GUINAND, Fédé Côte-d'Or ■

Notre période : Questions à nous-mêmes

Nous avons à proposer ce que nous sommes. Plus que l'organisation, nous avons à craindre les carences d'organisation sans autogestion interne.

Notre période est marquée de plusieurs phénomènes socio-politiques qui se superposent ou, plus exactement, s'entremêlent. Les luttes sociales, un mouvement social de grande ampleur peuvent accélérer des clarifications, mais les perspectives dominantes qui émergeront ont toutes les chances d'être en rapport avec la capacité qu'auront eue les forces politiques actuelles, à présenter une alternative claire, adaptée à la réalité sociale du moment et aux forces sociales en mouvement.

Ainsi devons-nous mesurer notre responsabilité et l'enjeu du prochain congrès du P.S.U.

En tout premier lieu, il apparaît néces-

saire de percevoir clairement les alternatives possibles à l'actuelle politique de restructuration menée par Giscard-Barre au service du capitalisme multinational.

La politique en cours vise à placer sur le plan national, un ou deux groupes industriels dominants par secteur économique. Ainsi ces groupes dominants seront capables de s'allier à leurs semblables européens, de s'intégrer à la division internationale du travail et des marchés, dictée essentiellement par le capitalisme des U.S.A.

Devant cette restructuration qui engendre faillites et chômage, qui multiplie les blocages sociaux et politiques, plusieurs alternatives politiques sont latentes.

A droite, la présence d'un courant organisé résiste à une trop grande intégration de notre pays au capitalisme multinational. Il claironne la défense de l'Hexagone. Ce courant représenté par Chirac-Debré, organisé dans le R.P.R., bénéficie de bases sociales réelles : les pans capitalistes en déclin, les victimes de la restructuration actuelle culturellement dominées, inféodées à l'idéologie réactionnaire — bien pensante, dont l'anticommunisme demeure un recours mobilisateur.

Dans ces deux couches sociales, nous retrouvons les P.M.E., les commerçants, une majorité de paysans mais aussi une large frange du prolétariat le plus exploité. Une fois encore, les forces de la droite partisanes de régimes d'autorité pourraient canaliser ces couches surexploitées, composées de chômeurs, de smicards, de petits paysans, de retraités, en leur tenant un double langage : celui de compatir à leur misère, celui de leur proposer, comme issue à cette misère, un régime d'ordre en rapport direct avec la morale bien pensante qu'ils ont recues et dont ils vivent.

De ce double point de vue, la société rurale dominée par un filet de notables, traditionnels comme modernistes, et le discours dominant des institutions de l'Eglise catholique, demeurent dans notre pays les deux piliers d'une restauration bonapartiste dont l'armée et les polices seraient les forces actives.

Dans la gauche, la désunion n'est pas seulement une querelle de mots entre deux appareils. Elle est aussi l'expression de profonds désaccords ou retournements internes dans chacun des deux partis dominants. Au P.S.U., nous le disons depuis longtemps, mais peut-être faudrait-il l'expliquer et l'énoncer clairement pour éveiller les prises de conscience.

Dans le P.S. nous assistons à une nouvelle division profonde, mais il est encore prématuré de dire lequel des deux camps, à brève échéance, va l'emporter.

D'un côté, nous avons les nostalgiques de l'Union de la gauche conçue entre 1965 et 1972 pour gérer une société en expansion continue. De l'autre côté, nous avons la ligne rocardienne fort bien décrite ici même par Léo Goldberg (1). Il s'agit pour cette « mouvance » qui n'est pas (encore) un courant, de définir pour la mettre en pratique, une ligne politique réaliste. D'une part, elle accepte les contraintes de l'environnement international. En contrepartie, elle propose de modifier certains rapports sociaux, notamment pour satisfaire le besoin de démocratie de diverses couches sociales.

La première ligne du P.S. ne peut que décliner même si elle reste à court terme majoritaire dans l'appareil. La seconde, aidée par le sectarisme du P.C.F., peut se développer, surtout si le courant populaire autogestionnaire n'émerge pas en tant qu'expression politique globale.

Dans le P.C.F. c'est, sinon encore la

division, au moins un certain trouble dans le retournement.

En 1977, le P.C.F., a décidé de la désunion de la gauche. Pourtant le P.S. n'était pas plus à droite en septembre qu'en mars. L'affirmation contraire ne peut donc pas permettre de comprendre le retournement du P.C.F.

Au cours de son histoire, le P.C.F. a toujours été écartelé entre deux attitudes : coller à la réalité de la société française au point de pouvoir pénétrer son appareil d'Etat ; servir les intérêts politiques de l'U.R.S.S. jusqu'à s'y soumettre pour ne point rompre l'équilibre des forces internationales nécessaires à l'existence telle quelle, du régime de l'U.R.S.S.

En 1977-1978, la critique du P.C.F. à l'égard du régime de l'U.R.S.S. demeure formelle, périphérique. Pour le P.C.F., l'Union soviétique est socialiste et les Tchèques en 1968 n'ont pas tenté de poser les véritables jalons du socialisme en pays développés. En 1977-1978, le P.C.F. demeure attaché à ne pas déséquilibrer l'ordre de l'impérialisme soviétique. Alors, comme par le passé, il reprend une technique chère à l'époque stalinienne. Il cherche, il trouve des boucs émissaires pour justifier son retournement : « Le P.S. vire à droite », ressemble en France à Schmidt en Allemagne, à Carter aux U.S.A. ; « La preuve, Robert Fabre va à l'Élysée »... Alors, parce qu'il est re-devenu minoritaire (seul), il est le « parti ouvrier qui ne s'est jamais trompé », il repart tous azimuts pour canaliser les oppositions... Mais en son sein, des yeux se sont ouverts, s'ouvrent. Combien ? Pour faire quoi ? A suivre activement.

Vivre et travailler autrement

Depuis une quinzaine d'années, progressivement, des idées émergent : un besoin d'identité pour les minorités, les opprimés ; un besoin de participation à une autre organisation sociale ; un sentiment que le développement économique productiviste est condamné, de lui-même, à l'impasse...

Ces idées s'expriment dans les mouvements des femmes, des jeunes, des travailleurs immigrés..., ont été l'essence de mai 68, expliquent la percée du mouvement écologique, antinucléaire... L'ensemble de ces idées constitue des revendications montantes. Leur pleine satisfaction pose la question de la transition vers une autre forme d'organisation sociale, économique et

politique. Mais la réponse à cette question capitale bute sur plusieurs insuffisances.

• Première insuffisance : l'absence d'un organe d'expression politique enraciné et reconnu par de larges couches des masses populaires. Le P.S.U. est un germe mais il lui manque le développement. Il lui manque la capacité d'intervenir, d'expliquer, d'exprimer une orientation politique adaptée à chaque étape du mouvement social.

• Seconde insuffisance : une réponse à la pesanteur de notre environnement économique et politique international. Dans la première phase (décisive) d'une transition au socialisme, comment produire avec moins de matières énergétiques importées (pétrole, protéines...) et pouvoir faire face à une diminution de nos exportations ?

• Troisième insuffisance : le flou des propositions à court terme pour amorcer un nouveau modèle de développement, de consommation. Ne faut-il pas définir la mise en œuvre d'une politique hardie (de guerre... contre la logique actuelle) pour reconvertir l'appareil de production vers la satisfaction des besoins sociaux inhérents à notre projet : S.M.I.C. à 2 400 F (avril 78), resserrement des revenus de 1 à 4, réduction du temps de travail, produits utiles et durables, développement des équipements collectifs, renforcement de l'autonomie économique et politique des collectivités géographiques ?

• Quatrième insuffisance : la faiblesse de nos moyens de communiquer nos analyses, nos propositions par des outils propres à notre courant, pour assurer une présence dans les grands organes de communication...

De la réponse (partielle) à ces questions dépend le développement du mouvement politique vers le socialisme autogestionnaire. Le P.S.U., et d'abord son prochain congrès doivent s'y atteler. La pire erreur serait de croire que les vides seront comblés par on ne sait quelle spontanéité de groupes multiples, convergents dans leur refus de rigueur, de l'organisation et de l'action politique. Nous avons à leur proposer ce que nous sommes et à entendre ce qu'ils sont, comme nous avons à en débattre avec toutes les organisations populaires et ouvrières à tous les stades de la vie sociale. Ce qu'il nous faut craindre ce n'est pas l'organisation, mais les carences d'organisation sans autogestion interne...

Michel BERTIN (Sarthe) ■

(1) T.S. du 2 au 8 novembre 1978 : Giscardisme et social-démocratie.

des propositions sérieuses, chiffrées, adaptées, etc.) se montre le meilleur dans cette course.

Mais lutter contre l'archaïsme, c'est comprendre que les rapports entre l'argent et le savoir/information ne sont plus unilatéraux. La complexité du mode de production a renforcé le poids des détenteurs du savoir/information. Pas étonnant qu'en prenant conscience, ces derniers désirent accéder à plus de pouvoir. D'autant que les tenants du capital sont mal placés, compte tenu de l'amplitude des bavures de la restructuration en cours, pour imposer complètement leur vue.

Les élections d'avril dernier auraient dû trancher le débat. Au nombre de voix, cela a été fait. Le refus du P.C. de reconnaître les nouvelles données de la lutte des classes a conduit à l'échec. **Ce n'est qu'un faux pas.** Les détenteurs du savoir/information, autrement dit les **Compétents**, ne renoncent pas. Ils veulent tout le pouvoir, c'est-à-dire négocier un compromis avec la bourgeoisie qui leur soit favorable. Cela fera l'autogestion des **compétents**, c'est-à-dire la collectivisation de la prise de la décision, selon des critères objectifs.

Mais ils leur faut pour cela la paix sociale. Par l'octroi de zone d'autogestion à la base (libre gestion de la décision/productivité arretée par eux-mêmes, à l'intérieur d'un cadre précis), les **compétents** peuvent y parvenir. Ce leur sera d'autant plus facile qu'il n'existera pas de pôle de résistance. Cette résistance, elle s'organise autour des travailleurs qui subissent le plus lourdement la double exploitation (qui perçoit la plus-value ? Qui décide ?) : **les exécutants.**

Et voilà bien où le P.S.U. a raté le rendez-vous avec l'histoire : il aurait dû être ce pôle de regroupement, de convergence de toutes les doubles exploitations. Il peut encore y concourir car, si la marche de l'histoire subit des contrecoups, son sens ne saurait se renverser : **l'avenir est aux porteurs de compétence et la lutte des classes se place donc dans l'exacerbation de l'antagonisme qualification/déqualification.**

La stratégie du contrôle ouvrier

La lutte contre la division du travail et toutes les hiérarchies qui en découlent est l'axe stratégique par lequel passe cette lutte. C'est toute la stratégie clarifiée du contrôle ouvrier vécu comme une **pratique de rupture à chaque instant avec la légalité patronale** et d'Etat (légitimité populaire des prises de contrôle pour des contre-pouvoirs, conseils ouvriers et populaires). Voir ce qui distingue l'**autogestion socialiste des compétents de l'autogestion communiste des exécutants.** Développer la lutte autour de la restructuration égalitariste de l'organisation économique et sociale (répartition du pouvoir d'achat, du temps de travail), tel est l'enjeu du congrès de janvier.

Les camarades qui se trouvent, qui se retrouveront dans cette démarche doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls. Il existe dans le P.S.U. un courant qui, tant bien que mal, malgré la répression, plus hypocrite qu'ailleurs, essaie de faire prendre conscience de cet enjeu depuis plusieurs années. C'est le **Courant communiste autogestionnaire.** Le **Courrier du P.S.U.**, qui arrive avec beaucoup trop de retard, donne de plus amples explications sur les choix qui doivent être faits. A vous tous de vous emparer de ces idées et de les faire vôtres par un engagement résolu à un moment critique de l'espérance révolutionnaire.

Michel CAMOUIS
Paris 13. Membre de la D.P.N. ■

A chacun son autogestion

La lutte des classes aujourd'hui passe par l'exacerbation de l'antagonisme qualification/déqualification.

Le congrès approche. Il va bien falloir **décider** de quelque chose. Le P.S.U. ne peut pas continuer « **comme ça** », c'est-à-dire à jouer les redresseurs de tort en s'appuyant tant bien que mal sur tout ce qui conteste les vieux appareils au nom de l'autogestion.

Après le départ de Rocard vers le P.S. en 1974, nombreux sont les militants qui ont cru que le P.S.U. allait prendre ses distances avec la gauche, ne plus être un satellite. Hélas, il n'a fait que « **continuer Rocard sans Rocard** ». En beaucoup plus mal, forcément. **L'unité populaire, c'était bien quelque chose de contradictoire avec l'union de la gauche.** Le congrès d'Amiens, sans être aussi clair qu'il l'aurait fallu, situait sa stratégie non comme complémentaire à celle de la gauche, mais alternative, c'est-à-dire en fin de compte, antagoniste. Ça, on l'avait bien res-

senti en mai 1968. D'ailleurs, de quelle gauche parlait-on ? Le P.C. ? Embourbé dans sa stratégie de rassemblement des mécontents, piégé complaisamment dans un intérêt qui n'a rien de démocratique, il a toujours recherché son intérêt de parti identifié avec celui des masses.

Côté P.S. plusieurs courants s'additionnaient tant bien que mal : socialisme étatique (Cerès), notables rénovés (Mitterrand, Maurois) économie rénovée (Rocard). L'osmose s'est réalisée parce que tous sentaient confusément qu'à terme, la question du pouvoir passait par le P.S. Si l'on voulait bien dépoussiérer un peu. **Bref, l'heure était à la lutte contre l'archaïsme.**

C'est donc tout à fait normal que Rocard, venu d'un P.S.U. qui ne s'est jamais défait réellement de l'idée des contre-plans (faire

Sécurité sociale : les vraies données

Les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour "boucher le trou" vont à l'encontre des principes fondamentaux de la Sécurité sociale.

Il y a peu de temps le gouvernement réunissait d'urgence les administrateurs de la Sécurité sociale pour les informer des « difficultés » de deux caisses (maladie et vieillesse) que lesdits administrateurs connaissaient fort bien. Il les prévenait par la même occasion de l'imminence de mesures administratives ou législatives pour combler le déficit. Les lecteurs de T.S. avaient eu cette information en avant-première. Il fallait trouver cinq à six milliards. Si le gouvernement est allé au-delà, la raison est claire. L'insécurité de l'emploi, d'une part, inhibe la réaction des assurés ; d'autre part, les forces politiques qui sont sensées défendre la Sécurité sociale sont occupées à régler leurs comptes du 19 mars 1978 et, faisant l'impasse sur la vie réelle, préparent le second tour des présidentielles de 1981. Le gouvernement profite de cette inertie pour faire avaler une pilule particulièrement amère avant 1981, comptant bien que cette dernière sera oubliée d'ici quelques jours ou quelques semaines. En effet, qu'avons-nous vu ou entendu ?

Une multitude d'organisations se sont réunies et cette montagne (notamment les 26 de la plate-forme « santé et Sécurité sociale ») a accouché de souris triplées :

1) Nous ne pouvons rien faire, ni rien dire avant de connaître les mesures du gouvernement prévues le 13 décembre 1978.

2) Après le 13, les 26 (partis, syndicats, mutuelles, etc.) devaient se réunir le 15 pour émettre une protestation, « vigoureuse » bien entendu.

3) Les trois « grands » de la plate-forme n'ayant pu s'entendre le 14 (F.E.N., C.G.T., C.F.D.T.), la réunion du 15 a été annulée, et on a constaté qu'il n'y avait rien à dire puisque le gouvernement « n'avait pas touché aux structures de la Sécurité sociale ». Ayant maintenant l'habitude d'entendre, de voir, le verbe se substituer à l'action, nous allons garder notre sang-froid et essayer de poser les véritables données du problème :

Solidarité verticale et horizontale

L'article premier de l'ordonnance du 4 octobre 1945 stipulait : « Il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain. » Cela signifie une solidarité horizontale entre bien portants et malades, jeunes et vieux, actifs et inactifs, chargés de famille et célibataires. L'ordonnance allait plus loin et préconisait « une redistribution

du revenu national destiné à prélever sur le revenu des individus favorisés les sommes nécessaires pour compléter les ressources des travailleurs et des familles défavorisées » ; c'est la solidarité verticale.

La solidarité nationale, c'est-à-dire le budget de l'Etat, devait intervenir pour les dépenses imbriquées dans celles de la Sécurité sociale mais relevant d'autres secteurs de la société civile et procédant de décisions politiques étrangères aux dispositions de la Sécurité sociale (c'est ce que l'on appelle les charges indues). Depuis 1945, une série de lois, décrets, on étendu le bénéfice de la Sécurité sociale à toute la population. A l'exception du C.N.P.F., et récemment de Giscard dans son livre, personne n'avait jusqu'ici osé remettre en cause les principes fondamentaux d'une des plus grandes conquêtes sociales dans la France contemporaine ; c'est donc avec le texte de l'ordonnance sous les yeux qu'il faut examiner ce qui se passe dans les trois régimes puisque les ordonnances de 1967, entre autres dispositions, prévoyaient l'autonomie financière des trois caisses (famille, vieillesse, maladie) qu'on désigne aussi sous le terme de trois « risques ».

Médecine marchande

En préalable, le fameux déficit. Cent mille chômeurs, cela représente un milliard de contributions en moins. Les dettes patronales cumulées, six ou sept milliards, les charges indues admises au nom du pouvoir par le conseiller Grégoire : sept milliards ; les syndicats évaluent les charges indues aux environs de trente milliards. Le C.N.P.F. prétend sans cesse que les charges sociales sont insupportables, qu'elles interdisent la compétitivité au plan international, donc les importations, en conséquence de quoi elles risquent de ruiner l'économie française. Répétons encore une fois que considérées séparément ou en addition à la masse salariale, elles représentent une charge parmi les plus faibles en Europe.

• L'ASSURANCE MALADIE : toutes ses structures fonctionnent sur le modèle marchand. Le revenu, la rentabilisation, le profit de la médecine privée, la trésorerie des hôpitaux, tout est lié à la consommation de médecine dite curative. Ces mécanismes sont nécessairement inflationnistes. Ils sont aussi pervers si l'on veut bien se souvenir que c'est l'être social qui conditionne la conscience. Mais personne, ni à droite, ni à gauche, ne veut imposer une réforme fondamentale en ce domaine à cause de l'influence électorale supposée des médecins.

La loi du 31 décembre 1974 a étendu le

bénéfice de l'assurance maladie et tend à harmoniser les divers régimes particuliers avec le régime général des salariés. Tout ce monde qui avait refusé l'assurance maladie en 1945 et l'exige aujourd'hui, refuse de verser des contributions assises sur le revenu réel mal appréhendé par suite du laxisme fiscal. Le déplaçonnement est refusé pour ne pas fâcher les cadres ; l'argument avancé qu'il détruirait les bases de leur retraite complémentaire est un enfantillage, d'autant moins supportable qu'ils sont parmi les plus gros consommateurs de médecine chère.

Le demi-salaire, après trois jours de carence versé aux malades est un scandale car chacun sait que la maladie augmente les dépenses des ménages. L'aggravation de l'absentéisme est une légende odieuse. Malgré l'extension (plutôt à cause) de la mensualisation avec conservation du plein salaire en cas de maladie, la part du budget de l'assurance maladie consacrée aux indemnités journalières a diminué tous les ans depuis 1971. La multiplicité des régimes, la gestion du ticket modérateur, combinés avec les structures marchandes exigent une immense bureaucratie qui a détourné les assurés de la défense de la Sécurité sociale ; 85 % de l'activité mutualiste est consacrée à la gestion du ticket modérateur la détournant ainsi de sa finalité communautaire. La gratuité des soins couplée avec le salariat des professionnels de santé permettrait à l'institution médicale de se consacrer à l'information, la prévention, l'épidémiologie, fonctions qui n'ont aucun sérieux en France et diminueraient certainement le coût de l'assurance maladie en améliorant le service rendu.

• LA CAISSE VIEILLESSE : il n'y a pas de mystère ici non plus. Le système est en train d'atteindre son plein régime, c'est-à-dire que maintenant les retraités ont pour la plupart cotisé pendant 37 ans et demi ; les choses iront de plus en plus mal car nous sommes dans la période correspondant à la sous-natalité (30 %) de 1914-1918.

Si la solidarité nationale ne joue pas, le régime général va être obligé de prendre en charge les retraités des régimes où le rapport démographique ne permet plus de couvrir les prestations aux retraités, par suite des mutations économiques. La multiplicité des régimes est telle là-aussi que certains vieux ne perçoivent même pas des prestations auxquelles ils ont droit. Certaines retraites complémentaires, voire supplémentaires, tournent le dos à toute notion de solidarité et aboutissent à faire de certains salariés des alliés actifs du système capitaliste. Plus de deux millions de vieux sont au minimum vieillesse, c'est-à-dire jusqu'ici à 700 francs par mois. La moyenne nationale des retraites est inférieure au S.M.I.C. Les salariés qui ont les tâches les plus pénibles ont les retraites les plus basses et une espérance de vie, donc de retraite, plus courte ; cela ne trouble personne ; chacun se bat pour des bricolages catégoriels.

Injustice ou tricherie

• LES PRESTATIONS FAMILIALES : elles ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat depuis 10 ans. Tout comme la retraite, elles devraient assurer l'autonomie financière de chaque enfant, adolescent, des handicapés, des inactifs au sens statistique du terme et ne pas créer de dépendance par rapport au mari, au père, à la mère. Les multiples prestations forment un maquis pire que celui de la retraite. Au bas de l'échelle des revenus, elles sont soumises à des conditions de revenus, source de tricheries ou d'injustice. Les prestations aux deux millions

d'handicapés passent par la C.D.E.S., véritable organisme d'exclusion; les prestations au-delà de 16 ans, bénéficient surtout aux couches aisées; l'aide au logement ne permet souvent plus aux couches populaires d'occuper des H.L.M., tandis que l'accession à la propriété bénéficie sans limites aux couches moyennes ou supérieures par le revenu. Le quotient familial apporte des milliards de bonification d'impôt aux gros revenus.

Ces quelques exemples pris dans les trois régimes suffisent à montrer que l'on tourne le dos aux idées fondamentales de la Sécurité sociale. Si l'on veut en parler sérieusement, il faut :

- analyser toutes ces perversions ;
- unifier tous les régimes dans les trois caisses ;
- exiger de chacun une contribution proportionnelle aux revenus, mais pas aux seuls salaires ;
- conférer un caractère automatique aux prestations ainsi conçues ;
- le caractère apparemment injuste de cette dernière proposition doit être corrigé facilement par la fiscalisation de toutes les prestations.

G. GRANIER ■

Sidérurgie : Noël noir

Usinor : 12500 nouveaux licenciés. Sacilor-Sollac : 8500... Quelle riposte organiser?

Chacun s'euro-péanise à sa manière par les temps qui courent... De plus nous sommes mondialisés par le biais des multinationales, des jeux de super-puissances ; les finesses des stratégies économiques et diplomatiques s'opposent.

Pendant ce temps, des milliers de sidérurgistes français de Lorraine, du Valenciennois, de la Loire, voient avec désespoir s'approcher un Noël noir. Les décisions des dirigeants, nommés par le gouvernement en septembre dernier, des trusts Usinor-Chiers-Châtillon et Sacilor-Sollac, sont tombées la semaine dernière comme des couperets : 12 500 licenciements pour Usinor à Longwy, Denain, Anzin et Trith Saint-Léger ; 8 500 pour Sacilor-Sollac à Hagondange, Saint-Jacques Hayange, Jocuif-Homécourt et Sorcy, etc.

Inutile d'épiloguer (cf. T.S. n° 807, p. 8), sur les conséquences de telles coupes sombres qui s'ajoutent à celles déjà observées à la suite des 20 000 suppressions d'emplois du plan Ferry en avril 1977 : drames du chômage, désertification économique de régions comme celle de Longwy ou Valenciennois, absence de reconversion, mutations arbitraires et pénibles (quand elles existent !), désespoir et colère de milliers de familles.

En Allemagne, grève totale

Au même moment, en Allemagne 80 000 travailleurs de la sidérurgie (eux aussi, leur effectif a diminué de 40 000 ces cinq dernières années, mais de manière moins spectaculaire, plus progressive qu'en France) font une grève totale depuis plus de trois semaines. Pourquoi ? Pour travailler moins,

pour obtenir la semaine de trente-cinq heures. Ils ont, samedi dernier, rejeté des propositions patronales pourtant approuvées par la direction de l'IG Metall, le tout puissant syndicat de la métallurgie allemande. Suprême paradoxe, ils demandent aux ouvriers de la sidérurgie française de ne pas faire grève. En effet, les industries métallurgiques allemandes manquent de tôles (surtout dans l'automobile). Elles s'approvisionnent donc auprès des usines françaises (du moins pour celles qui tournent). En cas d'arrêt de ce flux d'acier français, le lock-out serait décrété par le patronat allemand et les salaires seraient à la charge de la centrale syndicale, la DGB. Celle-ci est riche, certes, mais l'obligation de verser 70 000 salaires remettrait la grève en cause. Voilà pourquoi, ils disent aux sidérurgistes français : **ne faites pas grève !** Pour ambigu que paraisse ce raisonnement, il démontre que la coordination des stratégies syndicales à l'échelle européenne n'ira pas sans occasionner quelques dérangements dans les habitudes et les traditions les plus solidement ancrées.

Mais l'enjeu n'est pas mince : l'obtention de la semaine de trente-cinq heures dans la sidérurgie allemande ne peut laisser indifférent le mouvement ouvrier français qui, justement, se heurte au refus du gouvernement et du patronat français de négocier toute réduction réelle du temps de travail. De plus, il faut savoir que cette lutte est la plus longue, la plus déterminée dans la sidérurgie germanique depuis un quart de siècle.

S.O.S. sur un crassier

Pourtant la brutale décision des maîtres de forge français ne pouvait laisser les sidérurgistes lorrains et valenciennois inactifs. Hormis les réactions scandalisées des élus locaux de tous les bords, les premiers signes de colère désespérée se sont manifestés : à Longwy un immense SOS lumineux a été accroché sur un crassier dominant la région ; à Trith Saint-Léger des centaines d'ouvriers, après avoir « retenu » (séquestré, disent les victimes) des dirigeants d'Usinor, occupent le service central et la salle des ordinateurs d'Usinor.

Ces actions, s'ajoutent à des opérations villes-mortes prévues vendredi dans les régions de Denain et Longwy, à une journée de grève générale à l'appel de presque toutes les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., S.N.E.S. et S.N.I.) à Longwy et à une mobilisation plus large en Lorraine et dans le Nord.

Quels seront leurs lendemains ? Quelles

sont les actions efficaces dans une conjoncture aussi difficile ? Probablement pas la grève dans les usines menacées de fermeture, car les patrons s'en moquent. Probablement pas les manifestations les plus larges même si des élus de la majorité y participent, car le gouvernement en tient peu compte. Probablement pas l'exhortation à utiliser plus d'acier français...

La grève générale dans les usines qui tournent : Dunkerque, Fos-sur-Mer, Gandrange, serait une arme, certes, mais à double tranchant. En effet le chantage patronal à l'emploi et le lock-out fonctionnent bien en moment... Sans compter les enjeux internationaux déjà mentionnés. Alors, que faire ?

Résistance et proposition

Dans un premier temps, toutes les actions de riposte régionale, les plus unitaires possibles, demeurent nécessaires. Dans un deuxième temps, avant que ne s'engage une éventuelle discussion patronat-syndicats sur les licenciements, la nécessité d'un reclassement pour vivre et travailler au pays s'impose. Les Lorrains comme les nordistes en ont assez d'être des pions que l'on déplace d'une usine à une autre, avec à chaque fois aggravation de leurs conditions de vie, de travail et des pertes de salaires. Ils en ont assez que des plans de reconversion et de diversification réclamés depuis longtemps ne voient jamais le jour. Ils veulent avoir le droit de décider de l'avenir de leur région. Cela implique une autre politique que celle du saupoudrage de crédits obtenus par quelques notables bien placés. Cela implique des assemblées populaires et des actions pour imposer un avenir économique, un autre mode de développement, une autre façon de produire l'acier. Cela suppose l'abandon de toute démagogie et surtout de nouvelles pratiques syndicales et politiques.

Même françaises, les solutions de rechange capitalistes visent à obliger les travailleurs à choisir entre le chômage et un nouvel emploi dans lequel ils seraient plus exploités, moins rémunérés et devraient subir des conditions de travail pires que les précédentes. Construire et proposer d'autres alternatives, anticapitalistes, pour produire autrement, telle est la tâche qui doit accompagner celles immédiates de résistance et de désorganisation de la restructuration capitaliste. Face à l'intolérable, face à ce qui est présentement comme inexorable, l'efficacité prime.

Jean-Yves SPARFEL ■

Les ouvriers d'Usinor dans la rue : Nordistes et Lorrains ne veulent plus être des pions.



Didier MAILLAC

Luttes : la dimension européenne

A mesure que les Etats se voient dépossédés de leurs pouvoirs économiques et monétaires au profit de la CEE, le mouvement ouvrier d'Europe doit rechercher son unité d'action.

Pour bien situer les problèmes posés aujourd'hui par l'existence du Marché commun il faut en rappeler les origines économiques.

La création du Marché commun est en effet une conséquence du niveau atteint par la concentration et la centralisation des capitaux en Europe occidentale ; en même temps que du degré de concentration et de puissance technologique atteint par les grandes firmes pour pouvoir permettre la poursuite de l'expansion « monopolistique ». Sous peine de voir les trusts d'origine européenne se trouver en situation d'infériorité, en particulier face aux multinationales d'origine américaine.

Ce processus d'intégration est donc le reflet d'une certaine phase de développement des forces productives, phase caractérisée par la production de masse et l'expansion de marché.

Or la crise met la C.E.E. dans une situation nouvelle et difficile. Elle oblige à une harmonisation accrue des interventions des différents Etats au niveau de la C.E.E. A cette **tendance à la centralisation économique et monétaire correspond la tendance à la centralisation politique, vers des formes de pouvoir supra-nationales.** Les Etats nationaux tendront à être dépossédés de leur pouvoir économique au profit de la C.E.E. Les bourgeoisies monopolistes estiment que cet interventionnisme au niveau européen est la solution la plus rationnelle tant du point de vue de l'économie capitaliste que de celui de la stabilité politique de l'ensemble européen.

Ainsi le développement de l'internationalisation de la production et des marchés **conditionne** de plus en plus la lutte des classes en Europe, donc en France.

Une autre logique

L'intégration capitaliste européenne avec toutes ses contradictions, est un réalité dont il faut tenir compte. **La politique du mouvement ouvrier se trouve objectivement insérée dans un contexte nouveau,** quelque soit le jugement que l'on peut porter sur cette intégration. Il est donc nécessaire de se situer dès maintenant dans une perspective internationale, **au delà des frontières nationales,** et d'élaborer une stratégie au niveau de la C.E.E. qui soit en mesure de s'opposer à la stratégie de la grande bourgeoisie capitaliste.

L'unification européenne présente comme caractère fondamental l'affirmation des inté-

rêts et de la direction d'une classe : la grande bourgeoisie industrielle commerciale et financière (« monopoliste ») qui est présente dans **tous** les Etats européens, et ce contre les intérêts des autres classes. Il est donc préférable, pour des raisons de clarté, d'éviter de définir l'Europe du Marché commun comme une Europe germano-américaine.

C'est donc face à l'ennemi de classe européen — et non face à des nations que nous devons définir notre stratégie, une stratégie qui ne peut se situer qu'en opposition à la logique du Marché commun — qui est précisément la logique capitaliste du marché, qui conçoit la production comme une fin en soi et la société comme un moyen. Nous devons y opposer une autre logique, une orientation radicalement différente, concevant la production comme un moyen pour satisfaire les besoins sociaux (en équipements et services collectifs) qui ne se manifestent pas sur le marché.

Il nous faudra donc face aux problèmes posés, présenter des solutions de rechange qui se situent dans le cadre d'un modèle de croissance et de consommation différent.

Il faut d'abord préciser que la lutte contre le Marché commun n'est pas un choix stratégique d'isolement national ou de développement national autonome. D'abord, parce que cela supposerait un isolement par rapport à la classe ouvrière européenne, ensuite, et surtout, parce qu'il est complètement utopique d'imaginer la voie d'une France qui se dirige toute seule vers le socialisme, à l'intérieur d'une Europe capitaliste. (« **La voie française vers le socialisme !** »).

En particulier, recourir au protectionnisme ne peut être considéré que comme un choix provisoire, un ajustement temporaire lié à une situation qu'il faut examiner concrètement, mais toujours dans une stratégie à niveau européen.

La coordination nécessaire

De ce point de vue, même les luttes locales pour des objectifs immédiats posent la nécessité d'une coordination et même d'une stratégie internationale, y compris en termes d'efficacité.

Il en est ainsi au niveau de la lutte par branche. Exemple : l'automobile : chaque « monopole » national peut s'appuyer pour s'opposer aux revendications ouvrières sur la nécessité de rester compétitifs par rapport aux entreprises concurrentes des pays voi-

sins. Les travailleurs doivent être reliés avec ceux des pays voisins pour chercher d'abord à connaître la réalité des « avantages sociaux » de chacun, de telle manière qu'ils recherchent toujours à l'aligner sur les situations les plus favorables. On peut même se situer dans une perspective de lutte pour une **Convention collective Européenne.**

Dans les branches dominées par une **firme multinationale** (IBM, etc.), il est évident que la grève locale « nationale » perd de plus en plus son efficacité s'il n'y a pas **synchronisation** des luttes au niveau international où existe la firme.

Enfin dans les **branches en crise structurelle**, comme les chantiers navals, la lutte contre les licenciements dans ce secteur doit s'accompagner de revendications précisant les constructions qui pourraient être poursuivies et d'autres concernant les fabrications différentes possibles (construction, mécanique) que ces chantiers, sous contrôle ouvrier, pourraient entreprendre compte tenu des **besoins nationaux et internationaux** — y compris ceux des pays sous-développés — non satisfaits. Ceci suppose aussi un échange d'informations et d'expériences au niveau européen de façon à coordonner la lutte des travailleurs contre la restructuration à ce niveau.

Des solutions de rechange

Il en est de même au plan régional : la bataille pour le développement équilibré des régions dites « périphériques » doit pouvoir se définir autour d'une politique de développement et de reconversion en fonction des besoins et de l'équilibre de chaque région. Cela suppose d'abord la lutte pour la **décentralisation des pouvoirs de décision économique et l'établissement de projets décentralisés à l'initiative et sous contrôle des organisations syndicales ouvrières et paysannes.** Or, les problèmes régionaux se posant d'une manière comparable dans plusieurs pays, il devient clair que leur solution passe là aussi par une coordination des forces populaires concernées de ces pays.

Ainsi, en ajoutant à la revendication de satisfaction des besoins, celle de contrôle et du pouvoir, en présentant des solutions de rechange compatibles avec les potentialités économiques **mais non avec la logique** ou les structures économiques du marché, les travailleurs remettent en cause concrètement le pouvoir capitaliste tout en créant les conditions d'une lutte internationale.

Ainsi, à mesure que les Etats nationaux tendent à être dépossédés de leurs pouvoirs économiques et monétaires au profit de la C.E.E. (c'est la logique de l'intégration capitaliste européenne), il sera de plus en plus nécessaire au mouvement ouvrier de contester la C.E.E. à ce niveau. Les organisations paysannes du fait de la P.A.C. (Politique agricole commune) ont montré la voie en organisant une manifestation centrale européenne à Bruxelles... Cela suppose donc, en perspective, au moins la recherche de l'unité d'action de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier d'Europe.

C'est de ce point de vue aussi qu'il faudra partir pour traiter le problème posé par « l'élargissement » aux trois pays du Sud.

Bernard RAVENEL ■

Juliette Gréco : Trente ans de chanson

Pierre Mac Orlan disait : "Si vous entendez une voix qui est l'appel de l'ombre, c'est celle de Gréco."

Depuis ses débuts en 1949, jusqu'à l'Athénée où elle donnera une série de récitals du 17 décembre au 1^{er} janvier (à 21 h), Juliette a toujours été la première à chanter hors des circuits traditionnels.

C'est encore elle qui « essuiera les plâtres » à l'Athénée où la chanson entrera pour la première fois. Sous le regard de Jouvett, omniprésent dans ce théâtre, c'est une lourde responsabilité ; mais, comme à l'habitude, Juliette Gréco y réussira fort bien, avec l'aide de Brel, de Gougoud, Fanon, Se-

Juliette Gréco :
la bouche pleine des mots qu'elle aime.



ghers, Ferré, Queneau, Sartre et tous les autres, auteurs et compositeurs des chansons de son récital.

Tous ces noms n'évoquent ni la médiocrité, ni la facilité. « Je suis engagée poétiquement, en même temps que politiquement, c'est un combat que je mène depuis près de trente ans, et ça va très bien. J'aime avoir quelque chose à dire. Mon métier, c'est d'être heureuse et d'avoir la bouche pleine de mots que j'aime, que j'ai envie de manger, d'embrasser, d'essayer de faire fleurir pour les gens. Jacques Brel m'a donné, m'a écrit pour moi toute seule des chansons, ce qui fait que je suis quand même une femme comblée. Je n'ai peut-être pas autant de bijoux que beaucoup, mais j'en ai beaucoup plus que d'autres, plus précieux, inachetables. »

Le bonheur le plus grand de Juliette, un bonheur « vrai, gagné », c'est de voir que dans son public, il y a trois quarts de gens vraiment très jeunes. « C'est superbe, mais

Gréco c'est toute une époque, c'est une chose après laquelle les gens courent maintenant, parce que nous, on avait la chance d'être vraiment pauvres, on avait la chance d'être vraiment libres, de pouvoir parler et de vivre dans les rues qui n'étaient pas totalement encombrées de voitures, ce qui a l'air d'être ridicule à dire, mais qui est très important. On avait des contacts très humains. Maintenant, pour avoir des contacts humains, il faut faire la fête de « l'humanité », parce que sans cela on ne se rencontre pas. Ah, bien sûr, tout est critiquable ; mais je trouve que cette fête est infiniment plus reconfortante que critiquable. C'est quand même une fenêtre ouverte sur l'espoir. Je pense que personne n'aura cette espèce de conscience politique, à part les gens d'extrême droite qui sont d'ailleurs très dangereux car ils sont très intelligents, que les communistes qui ont une discipline acceptée, volontaire, fantastique.

Je pense que les socialistes vont y venir ; c'est une nécessité absolue. Je dis cela, mais à part, dans mon travail, je suis très frondeuse, très indisciplinée. »

Je fais partie des gens qui aiment travailler en musique. Quand j'ai rencontré Gréco, c'était au cours d'une répétition, et notre conversation était accompagnée par ses musiciens, ceux que vous verrez à l'Athénée, c'est-à-dire Gérard Jouannest au piano (l'accompagnateur de Brel), Marcel Azzola à l'accordéon, Michel Gesina à la guitare, Léo Petit à la basse et Gérard Gesina à la batterie. Cela donne vraiment envie de revenir !

Un dernier détail qui a son importance. Le prix des places variera de 15 à 60 F.

Michel MARTIN ■

L'Amérique de l'intérieur

Une usine, un blues au rythme des machines, bruit infernal et violent : le ton est donné au film de Paul Shrader *Blue Collar*. Trois ouvriers, deux Noirs et un Blanc (un Polonais), tous des immigrés, des problèmes d'argent les poussent à faire la caisse du syndicat (mafia, pouvoir, corruption) ; mais ils ne trouvent que peu de billets de

banque et un cahier de compte très compromettant que le syndicat tient à récupérer étant prêt à tout. Comment lutter contre le « défenseur » de sa classe, surtout quand celui-ci tient le pouvoir de tirer les ficelles, et il tirera la bonne, le racisme toujours latent, la division. *Blue Collar* se termine par un cri d'alarme. « Il dresse le jeune contre le vieux, le Noir contre le Blanc pour nous maintenir à notre place » ; et si parfois Paul Shrader, scénariste de *Taxi Driver*, se laisse aller à certaines facilités dans la violence ou les rapports entre les personnages, il n'en a pas moins fait un témoignage sur la classe ouvrière américaine.

Un mariage nous plonge dans l'American Way of Life, les immigrés qui ont réussi, familles riches, grands fastes, une splendide église faite de dorures, des gens bien alignés, bien organisés, un orgue immense, les mariés entrent... Mais le prêtre, un octogénaire, ne tient plus debout... et si tout n'était pas parfait, si tout n'était que fausses apparences, chaque personnalité ne se cache-t-elle pas derrière une image d'Américain moyen ? Et si la culture américaine n'était qu'une lutte à mort entre cultures différentes pour ne donner qu'une image prête à se déchirer à tout moment ?

Deux familles, deux clans, on est tous immigrés, plus ou moins lointains mais on ne se mélange que le moins possible ; les masques tombent et Robert Altman, réalisateur, *Trois femmes* et tant d'autres films si différents et liés à la même inquiétude, s'en donne à cœur joie pour notre plaisir même s'il se laisse parfois aller à certaines facilités caricaturales notamment dans des rapports sexuels simplistes entre invités. Il a réalisé son film avec trois scénaristes, chacun écrivant pour ses personnages, cachant aux autres son but, à tout moment un masque tombe, le rêve américain mis à nu, seul le rital, retrouvant son frère fraîchement arrivé d'Italie se libérera de l'emprise tyrannique de la maîtresse de maison (l'Amérique), décédée dans son lit en entendant les invités arriver, et fuira vers la même patrie (la même culture) ?

Intérieurs, dernier film et premier film sérieux de Woody Allen fuit la vue d'ensemble pour ne s'attacher qu'à un petit clan, une famille, père, mère, trois filles. Le père quitte ce petit monde laissant face à face ces quatre caractères liés par les mêmes besoins de réussir, de se reconnaître ; « et tu me verras moi entre mille autres » disait Peter Handke dans *La femme gauchère*.

L'ombre de Bergman est proche et ce film souffre de sa sortie en même temps que *Sonate d'automne*. Les rapports mère-fille rendu de manière très forte chez Bergman ne sont pas le sujet du film de Woody Allen qui a sa vision, qui est plus proche de la famille juive que de la famille protestante suédoise. Vision faite de petites touches ironiques, attendries, inquiètes, passant de la caricature à la peinture infiniment réaliste ; du sourire au bouleversement. C'est un film qui surprendra les fanas de l'humour juif new-yorkais de *Tout ce que vous voulez savoir sur le sexe sans oser le demander*, ou de l'intellectualisme culturel de *Annie Hall*, mais c'est un bon film sur la recherche de l'identité américaine, sur laquelle les fils d'Hollywood s'interrogent à la recherche d'identités culturelles assassinées.

Gilles MARSAUCHE ■

POUR 100 000 F DE PLUS

PAS TRES LOIN D'ADHERER

(...) Je vous envoie trois chèques collectés (300 F) pour la souscription. Ce sont des sympathisants qui ne sont pas très loin d'adhérer mais nous avons encore à faire la démonstration du sérieux de notre parti. Adhérent depuis 1958, je ne voudrais pas voir disparaître ce qui a pu être un espoir pour beaucoup qui nous ont laissés depuis : sachons leur prouver qu'ils se sont trompés.

Amitiés socialistes. Un élu qui a besoin de voir clair.

J. BROUSSE,
Saint-Etienne ■

TUDIEU, BYZANCE !

Yahihahiihaaaa !!!! (ceci est une pâle imitation de la clameur lupestre et apocalyptique par laquelle le camarade Tarzan manifeste son allégresse, mais j'aurais pu tout aussi bien entonner le bien connu « Montjoie! Saint-Denis! »). Bref, voici, dans le cadre de notre rituelle souscription annuelle (voire pluri-annuelle) pour sauver les meubles et le parti, un deuxième envoi de 300 F, à ajouter à notre actif et aux 450 F déjà adressés par la section.

On est 4, on va dépasser les 1 000 F ou je ne suis pas breton. Que les 6 000 (quand saura-t-on précisément combien nous sommes, et cette information est-elle réservée à l'élite compétente du parti ?) camarades en fassent autant et nous aurons amassé pour Noël et le nouvel an 125 millions anciens ! Tudieu, ça serait Byzance.

Allez bon courage, et à la prochaine fois.

H. DROGUET,
Saint-Malo ■

Encore 100 000 francs de plus ! Non, ce n'est ni un gag, ni une nouvelle campagne, juste après la précédente. Non, ce n'est pas l'annonce que tous les chiffres qu'on vous avait donnés auparavant étaient faux et qu'il nous faut modérer nos ambitions.

C'est simplement la constatation qu'au-delà des 500 000 francs, il y avait d'autres objectifs, des objectifs qui ne sont pas tous atteints. Et que donc, au-delà des 500 000 francs, la campagne continue.

Elle continue parce que le 20 décembre, la totalité des cotisations 1978 sera loin d'être rentrée, et cela malgré la décision de la D.P.N. : si les remontées ont atteint 500 000 F, c'est à la générosité de nos sympathisants que nous le devons.

Elle continue parce que, en cette période de reprise des cartes, il est important de penser à ce qui est à l'origine de nos difficultés : le poids élevé pour chacun d'entre nous de l'existence du parti, poids qui pèse sur trop peu d'épaules.

Pourtant, le succès de la souscription montre l'importance qu'attache au parti un courant important de sympathisants.

Le Trésorier national du P.S.U. ■

Pour tout envoi : C.C.P. P.S.U. Paris 1402044S.

ARNAQUE ET TAROT

Nous vous envoyons ici une faible somme d'argent (120 F), elle ne correspond pas à la contribution des militants (c'est déjà fait) mais de quelques sympathisants (certains, très peu) que nous avons lâchement arnaqué avec des bons de soutien que nous avons confectionnés. Ça ne rapporte pas beaucoup d'un seul coup mais ça permet de toucher beaucoup de monde.

Sur la fédération, nous avons décidé que le produit de notre concours de tarot irait au national (le 20 janvier) et le bénéf des calendriers aussi.

PEULET,
section
de Bourg-en-Bresse ■

DES CHOSES A REVOIR

Abonnée depuis peu à « Tribune Socialiste », j'ai lu l'appel du P.S.U. pour la campagne des 500 000 F. Je ne suis pas une militante mais je pense que le

P.S.U. doit vivre car il représente une des rares alternatives intéressantes sur l'échiquier politique français. Ci-joint un petit chèque de 100 F, c'est peu mais j'espère que vous réunirez l'argent nécessaire.

S. BERTRAND,
Villiers-sur-Orge ■

P.S. : Il est quand même fort dommage que le P.S.U. risque sa peau pour une histoire d'argent, il y a sûrement des choses à revoir.

UNE DECENNIE PAS TROP MAL TRAVERSEE

Le soutien (modeste) — 100 F — d'un ancien adhérent et, qui sait, un jour prochain, peut-être d'un nouvel adhérent. Comme un certain nombre de soixante-huitards qui ayant adhéré au P.S.U. à cette époque, l'ont quitté pour le retrouver dix ans après sans qu'il ait trop mal traversé cette décennie et sans qu'il ait perdu son

identité et sa raison d'exister.

J.-P. LAMY,
Grand Corent ■

A FOND LA CAISSE !

La fédé de Vendée a décidé de « vider sa caisse » pour la souscription. Nous vous avons envoyé un chèque de 5000 F d'avance sur les cotisations 1979. Nous vous envoyons cette fois un nouveau chèque de 5000 F pour la souscription (celui-ci n'est pas une avance). Nous sommes 33 militants soit environ le 1/200 des effectifs du parti. Si chaque fédé fait le même effort proportionnellement à ses effectifs, c'est un million de nouveaux francs que rapportera notre souscription...

Bon courage.

Le trésorier fédéral
de Vendée,
Cl. DESERBAIS ■

LE MAINTIEN DE L'OUTIL

Les difficultés financières du parti et du journal T.S. sont peut-être le reflet des ambiguïtés toujours persistantes de notre organisation quant à des choix et à des alliances : gauche Programme commun ? Extrême gauche ? Nouvelle gauche ? D'où des hésitations dans l'investissement des militants et des sympathisants. Et T.S., le pauvre T.S., guère engageant à lire de par sa présentation extérieure, malgré des articles de fond et d'actualité très intéressants. L'organisation doit forger ses moyens d'apparition publique : journaux, affiches, fêtes...

Ci-joint notre contribution (600 F) pour le maintien d'un outil politique essentiel en cette période qui commence de plus en plus à puer la social-démocratie à l'allemande.

P. BOCCOU,
Douarnenez ■